



DERRIÈRE LE CODE-BARRE



DES INÉGALITÉS EN CHAINES

RÉSUMÉ



© Oxfam International, juin 2018

Ce document a été rédigé par Robin Willoughby et Tim Gore. Oxfam remercie Ajmal Abdulsamad, Evelyn Astor, Sabita Banerji, BASIC (Bureau for the Appraisal of Impacts for Citizen Information), Derk Byvanck, Man-Kwun Chan, Celine Charveriat, Lies Craeynest, Anouk Franck, Gary Gereffi, Sloane Hamilton, Franziska Humbert, Steve Jennings, Peter McAllister, Rashmi Mistry, Eric Munoz, Ed Pomfret, Fenella Porter, Art Prapha, Laura Raven, Olivier de Schutter, Ruth Segal, Kaori Shigiya, Matthew Spencer, Dannielle Taaffe, Emma Wadley et Rachel Wilshaw pour leur assistance dans sa réalisation.

Pour toute information complémentaire, veuillez contacter :
advocacy@oxfaminternational.org

Ce document est soumis aux droits d'auteur, mais peut être utilisé librement à des fins de campagne, d'éducation et de recherche moyennant mention complète de la source. Le détenteur des droits demande que toute utilisation lui soit notifiée à des fins d'évaluation. Pour copie dans toute autre circonstance, réutilisation dans d'autres publications, traduction ou adaptation, une permission doit être accordée et des frais peuvent être demandés. Courriel : policyandpractice@oxfam.org.uk

Les informations contenues dans ce document étaient correctes au moment de la mise sous presse.

Publié par Oxfam GB pour Oxfam International sous
l'ISBN 978-1-78748-280-7 en juin 2018. DOI : 10.21201/2017.1787
Oxfam GB, Oxfam House, John Smith Drive, Cowley, Oxford, OX4 2JY, Royaume-Uni

Traduction et relecture : Armelle Vagneur-Jones et Barbara Scottu

Photo de couverture : Mu a 29 ans, elle est mère de trois enfants vivant tous au Myanmar, dont elle est originaire. Elle travaille en Thaïlande au décorticage de crevettes pour 310 bahts par jour, soit 9,30 dollars, sans compter les heures supplémentaires. Si elle ne fait pas d'heures supplémentaires pendant plusieurs semaines, elle n'est pas en mesure d'envoyer de l'argent afin de subvenir aux besoins de sa famille. Photo : Suthep Kritsanavarin/Oxfam



OXFAM

Oxfam est une confédération internationale de 20 organisations qui, dans le cadre d'un mouvement mondial pour le changement, travaillent en réseau dans plus de 90 pays, à la construction d'un avenir libéré de l'injustice qu'est la pauvreté. Pour de plus amples informations, veuillez contacter les différents affiliés ou visiter www.oxfam.org

AVANT-PROPOS

Nous aimons tous bien manger. Cuisiner nos ingrédients préférés ou partager un repas font partie des plaisirs les plus simples de la vie. Mais trop souvent les aliments que nous savourons ont un prix inacceptable : celui de la souffrance de celles et ceux qui les produisent.

Ce rapport lance la nouvelle campagne d'Oxfam qui vise à jeter la lumière sur l'exploitation économique des millions de paysans et de travailleurs des chaînes d'approvisionnement alimentaires et à mobiliser le pouvoir des consommateurs du monde entier en vue d'y mettre fin.

Nous y présentons de nouvelles données empiriques sur la compression acharnée des revenus des paysans, sur la culture omniprésente des bas salaires et sur le déni généralisé des droits du travail parmi celles et ceux qui fournissent différents produits aux supermarchés du monde entier. Nos enquêtes réalisées dans un éventail de pays sur celles et ceux qui travaillent dans les chaînes d'approvisionnement des supermarchés ont constaté qu'une grande partie d'entre eux ont du mal à joindre les deux bouts pour nourrir adéquatement leurs familles.

Ce sont les femmes qui portent le fardeau le plus lourd. Occupant majoritairement les postes les plus précaires et les moins bien rémunérés de la chaîne alimentaire, assumant le gros des activités non rémunérées au sein d'exploitations familiales et paysannes, se voyant systématiquement refuser une place parmi les positions de pouvoir, nous montrons que notre système alimentaire moderne est bâti d'abord et avant tout sur l'exploitation du travail des femmes.

Or nous savons pertinemment que cette situation n'a rien d'une fatalité. L'industrie alimentaire mondiale a beau engendrer des milliards de revenus chaque année, ce sont les puissants qui en récoltent de plus en plus les fruits. Les résultats de notre enquête montrent que les géants de la grande distribution empochent une proportion croissante de l'argent dépensé par leurs clients, tandis que la part modique réservée aux producteurs de leurs denrées alimentaires est semblable à une véritable peau de chagrin.

Les inégalités qui en découlent dépassent l'entendement. Il faudrait plus de 5 000 ans à une ouvrière travaillant dans une usine de transformation de la crevette en Thaïlande pour qu'elle gagne le salaire annuel moyen d'un dirigeant de supermarché aux États-Unis, et plus de 1 700 ans pour gagner autant qu'un directeur au Royaume-Uni. Seulement 10 % des dividendes versés aux actionnaires des trois plus gros supermarchés américains en 2016 suffiraient pour hisser au minimum vital le salaire de plus de 600 000 travailleurs de la filière thaïlandaise de la crevette¹.

Nous croyons en une façon différente de faire des affaires, bâtie sur le respect des droits humains et du travail, moins mue par la course effrénée de la valeur actionnariale. Nos études montrent que lorsque les États interviennent pour protéger les paysans et les travailleurs, des millions de vies peuvent être transformées.

S'il est question ici de l'industrie alimentaire, le même tableau peut être dressé pour toutes les autres filières de l'économie mondiale, partant du textile à l'électronique. Nous sommes convaincus que le moment est venu de bâtir une économie plus humaine qui récompense le travail, non pas la richesse.

Nous savons que le chemin à parcourir sera ardu, mais ce rapport montre que nous tous : pouvoirs publics, entreprises et citoyens, pouvons faire beaucoup plus pour que cette vision devienne réalité pour celles et ceux qui produisent notre alimentation. Nous demandons à tous ses lecteurs de se joindre à nous.



Winnie Byanyima
Directrice générale,
Oxfam International

AVANT-PROPOS

La main-d'œuvre cachée au sein des chaînes d'approvisionnement est un scandale. Il s'agit des travailleuses et des travailleurs sur lesquels les multinationales, comme les supermarchés exposés dans ce rapport, dépendent pour leurs profits. Les multinationales externalisent sciemment la responsabilité de la violence, de l'oppression, des bas salaires, du travail précaire et souvent dangereux qui sont le moteur de leurs profits.

Or dès lors que les Principes directeurs des Nations unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme sont respectés, l'externalisation de ce type de responsabilité cesse d'être envisageable. Ces principes obligent en effet les entreprises à adopter une diligence raisonnable et à évaluer les risques de violation des droits humains dans l'ensemble de leur chaîne d'approvisionnement, de prévoir des procédures de règlement des griefs et d'assurer des recours pour les travailleurs.

Il est tragique de constater que les violations des droits humains et du travail sont devenus les fondements du commerce mondial et, par voie de conséquence, érigent l'exploitation en modèle dominant qui alimente la cupidité des entreprises. Les bénéfices réalisés reposent sur les bas salaires et le travail précaire, qui creusent les inégalités croissantes.

Les pays du G20 ont souscrit à l'appel de diligence raisonnable et les ministres du G20 ont déclaré que « les violations d'un travail décent et des principes et droits fondamentaux au travail ne peuvent faire partie de la concurrence »².

Il est impératif qu'il existe des conditions de concurrence équitables au niveau mondial pour mettre fin au nivellement par le bas des normes, des salaires et des droits. Il nous faut réécrire les règles de l'économie mondiale, pour que toutes celles et ceux qui travaillent comptent sur leurs gouvernements élus pour demander des comptes aux entreprises dans l'intérêt des citoyens.

Un aspect essentiel à cette responsabilisation est l'urgente nécessité de surmonter les bas salaires. Oxfam fournit de nombreux exemples de l'écart entre les salaires des travailleurs et les besoins de leurs familles pour mener une vie décente. L'enquête mondiale de la CSI fait apparaître que 84 % des travailleurs dans le monde disent que le salaire minimum ne suffit pas pour vivre. C'est la raison pour laquelle la CSI et ses affiliés mènent une campagne mondiale en faveur du salaire minimum vital.

Comme le suggèrent les travaux de recherche pour ce rapport, le prix à payer pour combler l'écart entre un salaire de misère et un salaire minimum vital est négligeable pour les multinationales. Des travaux de recherche similaires fondés sur des bases factuelles sur le coût de la vie réalisés par des syndicats montrent que pour assurer un salaire minimum vital, il suffirait tout juste d'une hausse de 3 centimes de dollar du prix d'un melon au Honduras, ou de moins de deux centimes de dollar sur une banane au Guatemala.

Il est temps de mettre fin au vol salarial, quand de nombreux employeurs cassent le salaire minimum par des horaires qui relèvent de l'exploitation sous forme d'heures supplémentaires forcées, ou tout simplement en s'abstenant de payer le tarif légal.



Sharan Burrow
Secrétaire générale de la
Confédération syndicale
internationale

Pourtant, la garantie d'un travail décent dans les chaînes d'approvisionnement relève d'une démarche simple :

- un salaire minimum vital ;
- la liberté d'association et le droit aux négociations collectives ;
- la protection sociale universelle ;
- le respect de systèmes juridiques forts et indépendants.

Nous encourageons les chaînes de supermarchés multinationales à négocier des accords-cadres mondiaux avec l'Union internationale des travailleurs de l'alimentation et ses affiliés, qui garantissent les droits fondamentaux des travailleurs dans tous les pays où elles sont implantées.

Il est essentiel de parvenir à un engagement constructif avec les syndicats tout au long des chaînes d'approvisionnement. Les négociations collectives constituent un moyen d'assurer des conditions de travail équitables et une plus grande distribution de la productivité et des profits, autant de facteurs d'une équité accrue au sein de la société.

Des salaires équitables et un travail décent étayés de la protection sociale constituent le socle d'une plus grande égalité propice à la croissance.

AVANT-PROPOS

Tout au long de ma vie, j'ai été témoin de l'impressionnant travail mené par Oxfam pour lutter contre l'injustice dans les chaînes d'approvisionnement mondiales. La confédération œuvre sans relâche à exposer les inégalités criantes de pouvoir, de genre et de richesse présentes au sein de notre système alimentaire.

En tant que dirigeante d'une entreprise du commerce équitable appartenant à 44 % à une coopérative de producteurs de cacao au Ghana, je suis très consciente du coût humain de cette situation, où les femmes et les hommes qui cultivent les produits que nous apprécions tous les jours n'ont toujours pas accès à tant de moyens que nous tenons pour acquis, comme l'eau potable et l'électricité ou la possibilité d'investir dans leurs fermes et leur communauté.

Il est choquant de constater qu'il nous faut encore Oxfam pour attirer l'attention sur un système commercial qui fournit des aliments bon marché et de haute qualité aux consommateurs du Nord et qui engendre des bénéfices colossaux pour les entreprises qui nous les vendent, alors que les hommes et les femmes qui les produisent et les transforment dans les pays en développement en sont à souffrir de la faim.

Oxfam a suffisamment d'influence pour faire bouger les choses. Sa campagne « La face cachée des marques » s'est intéressée au mode de fonctionnement des dix plus grandes entreprises agro-alimentaires et les a mises au défi de remédier à des enjeux essentiels si nous voulons créer un monde qui fonctionne pour ses habitants et pour la planète. Elle a eu d'importantes retombées. Ces entreprises ont fait de très nets progrès, dont elles sont fières à juste titre, dans les domaines du genre, des droits fonciers, des droits du travail et de l'environnement.

Le nouveau rapport d'Oxfam et sa campagne se concentrent sur le maillon suivant de la chaîne d'approvisionnement, à savoir les supermarchés. Il vise à sensibiliser les consommateurs et les investisseurs aux réalités que cachent leurs courses alimentaires de tous les jours et à leur donner les moyens de mettre au défi les supermarchés d'assurer que celles et ceux qui travaillent au sein de leurs chaînes d'approvisionnement ont de quoi vivre décemment.

Sa démarche vise également à sensibiliser les supermarchés à la formidable possibilité qui leur est donnée d'user de leur envergure et de leur puissance pour transformer de manière réelle et durable un système injuste et non durable. Ils occupent en effet une position de poids pour jouer un rôle de premier plan dans la réalisation des Objectifs de développement durable des Nations unies visant à l'éradication de la pauvreté dans le monde.

Nous vivons à une époque où, d'un côté le chiffre d'affaires du plus grand groupe de supermarchés au monde est supérieur au revenu national brut de pays comme la Norvège ou le Nigeria, et de l'autre pour au moins 80 % de son alimentation le monde dépend de la production de paysannes et paysans. Les supermarchés ont une responsabilité envers ces producteurs et nous détenons davantage de pouvoir que nous le pensons pour leur demander des comptes.



Sophi Tranchell
MBE, Directrice générale,
Divine Chocolate Ltd.



Un rayon de supermarché. Photo : Shutterstock

RÉSUMÉ

Les inégalités sont omniprésentes dans l'ensemble de l'économie mondiale³, et le secteur agro-alimentaire ne fait pas exception à la règle. Au sommet, de grands supermarchés⁴ et d'autres géants de l'alimentaire dominent les marchés mondiaux de l'alimentation, ce qui leur permet d'extraire de la valeur d'immenses chaînes d'approvisionnement qui s'étirent à travers le monde, alors que tout en bas de la pyramide, le pouvoir de négociation des paysans et des travailleurs ne fait que s'amenuiser dans bien des pays producteurs.

Il en résulte des souffrances humaines généralisées parmi celles et ceux qui produisent l'alimentation en vente dans les supermarchés du monde entier. Que ce soit le travail forcé⁵ à bord de bateaux de pêche d'Asie du Sud-Est, les salaires de misère dans les plantations de thé indiennes et la faim⁶ qui sévit parmi les travailleurs des exploitations de raisin en Afrique du Sud, les violations des droits humains et des droits du travail ne sont que trop répandues dans les chaînes d'approvisionnement alimentaire⁷.

En cette ère des inégalités flagrantes sur le plan mondial et d'aggravation du changement climatique, ce modèle commercial est de moins en moins viable. Or cette situation n'a rien d'une fatalité. Les pays, les entreprises alimentaires, les paysans et les travailleurs, ainsi que les citoyens du monde entier ont tous leur rôle à jouer pour rééquilibrer le pouvoir dans les chaînes d'approvisionnement alimentaire et faire en sorte de mieux récompenser les producteurs de notre alimentation. Le secteur de la grande distribution est mûr pour une révolution.

* * *

**RIEN NE JUSTIFIE LE
NON-RESPECT DES
DROITS HUMAINS ET DU
TRAVAIL DES FEMMES
ET DES HOMMES
PRODUISANT POUR LES
SUPERMARCHÉS.**

* * *

Rien ne justifie le non-respect des droits humains et du travail des femmes et des hommes produisant pour les supermarchés. Il n'existe aucune excuse à ce qu'un producteur ou une productrice de nos denrées alimentaires souffre de la faim. Ce rapport lance la nouvelle campagne d'Oxfam qui vise à exposer les causes profondes de la souffrance humaine qui sévit dans les chaînes alimentaires et à mobiliser le pouvoir des consommateurs du monde entier en vue d'y mettre fin, en se concentrant en premier sur le rôle des supermarchés⁸.

GRAPHIQUE 1 : LES INÉGALITÉS DE POUVOIR : CAUSE PREMIÈRE DE L'EXPLOITATION DE LA MAIN-D'ŒUVRE AU SEIN DES CHAÎNES D'APPROVISIONNEMENT ALIMENTAIRE



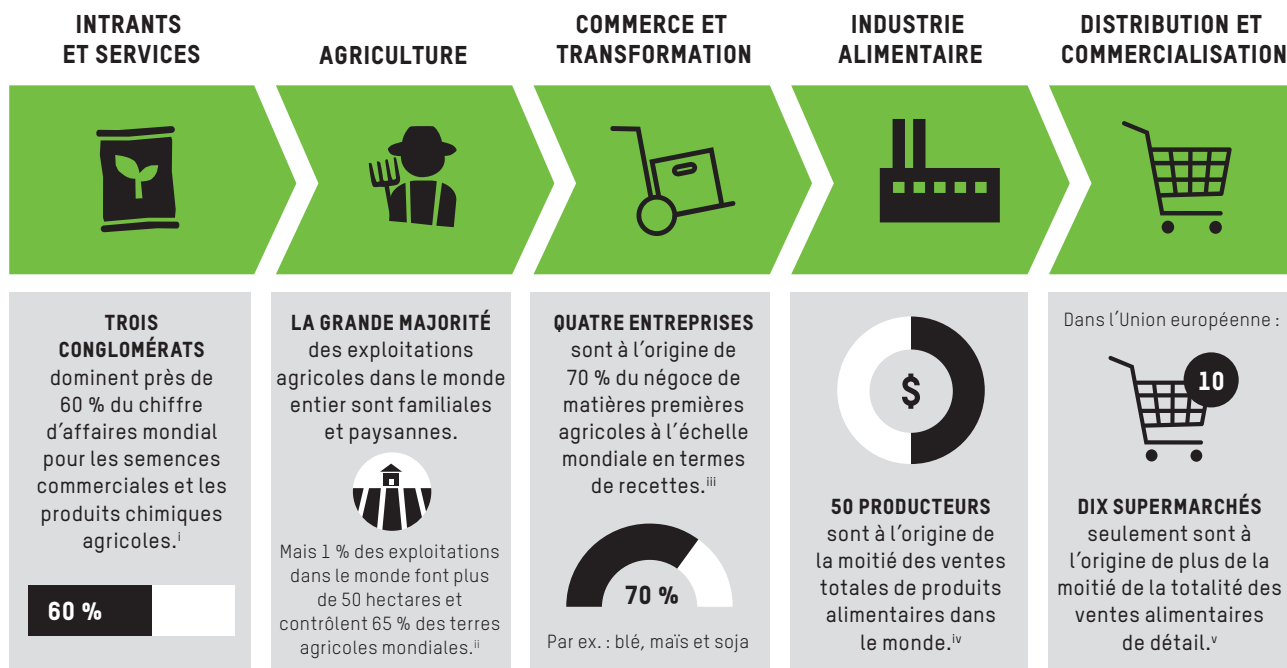
LA MONTÉE EN PUISSANCE DES SUPERMARCHÉS

Au cours des 30 dernières années, la crise mondiale des inégalités a eu pour effet d'accroître la puissance et la rétribution financière des grandes entreprises et d'autres détenteurs de capital aux dépens des citoyens ordinaires⁹, notamment de celles et ceux qui cultivent et transforment les produits alimentaires que nous consommons. Comme le montre le Graphique 2, la concentration du marché du secteur agroalimentaire est plus extrême que jamais à tous les maillons de la chaîne d'approvisionnement alimentaire, et le secteur de la distribution alimentaire ne fait pas exception.

Dans la plupart des pays développés et de plus en plus aussi dans les pays en développement, une poignée seulement de géants de la grande distribution dominent les ventes de produits alimentaires¹⁰. Souvent au détriment des magasins et des marchés locaux. Après avoir assis sa dominance dans les pays à revenu supérieur, le concept de la grande distribution est aujourd'hui en plein essor dans les pays à revenu intermédiaire, en commençant par ceux d'Amérique latine avant de se propager vers l'Asie du Sud-Est et des régions d'Afrique du Nord et subsaharienne.

AU ROYAUME-UNI, QUATRE SUPERMARCHÉS CONTRÔLENT 67 % DE LA DISTRIBUTION ALIMENTAIRE¹¹, ALORS QU'ÀUX PAYS-BAS, SEULEMENT CINQ D'ENTRE EUX EN CONTRÔLENT PRÈS DE 77 %¹².

GRAPHIQUE 2 : LA FORTE CONCENTRATION DU MARCHÉ DANS LES CHAÎNES D'APPROVISIONNEMENT ALIMENTAIRE



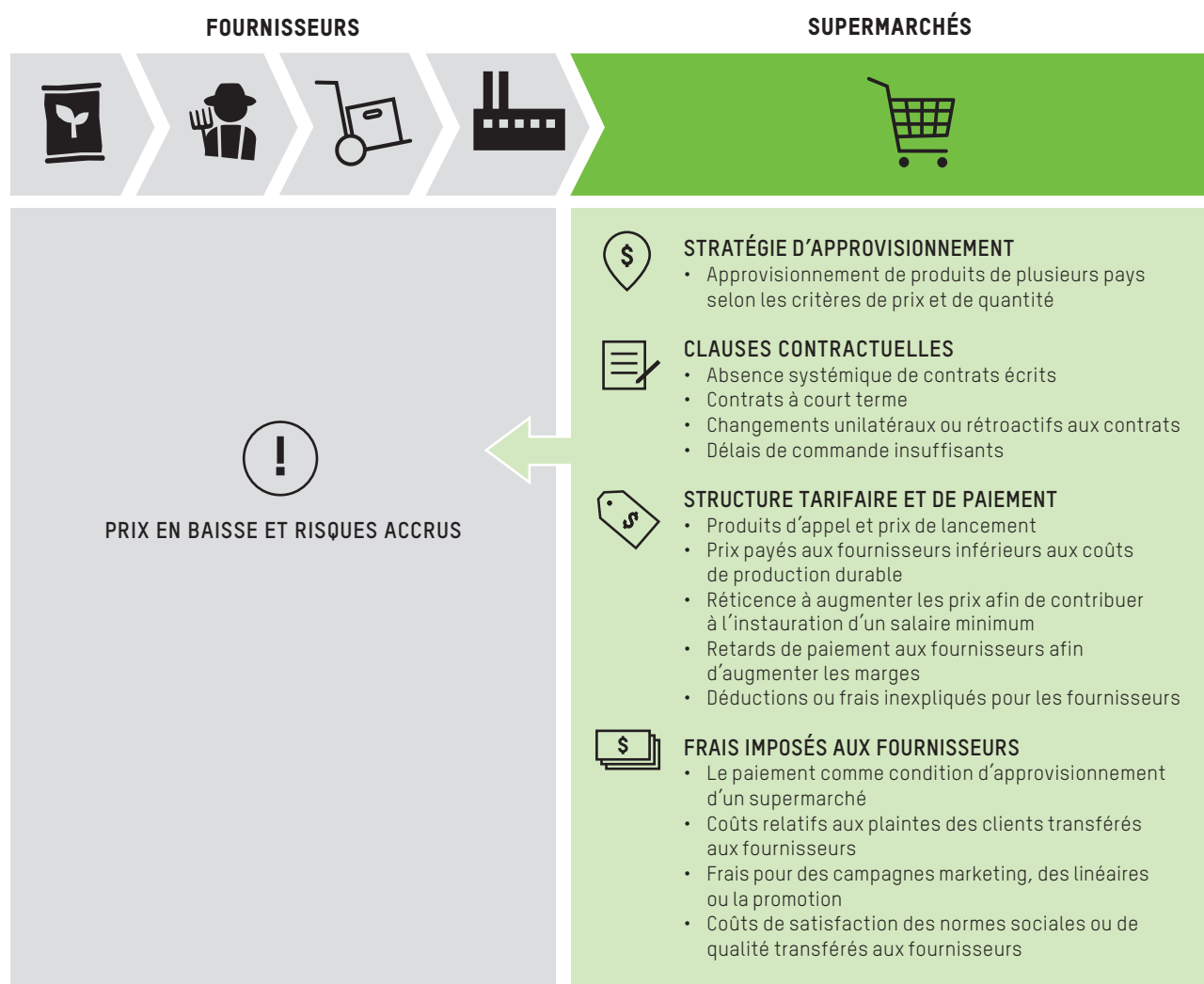
ⁱ Bayer-Monsanto, Dupont-Dow, et Chem-China Syngenta. Source : Friends of the Earth Europe, Heinrich Boll Foundation et Rosa Luxemburg Foundation. (2017). Agrifood Atlas: Facts and Figures about the Corporations that Control what we Eat. ⁱⁱ S.J Lowder, J. Scoet, T. Roney. (2017). The Number, Size and Distribution of Farms, Smallholder Farms and Family Farms Worldwide. *World Development*, 87, 16-29. Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture. (2008). Voir La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 2008. Rome : FAO. ⁱⁱⁱ Archer Daniels Midland (ADM), Bunge, Cargill et Louis Dreyfus Co. Source : Friends of the Earth Europe, Heinrich Boll Foundation et Rosa Luxemburg Foundation. (2017). Agrifood Atlas: Facts and Figures about the Corporations that Control what we Eat. Op cit. ^{iv} Friends of the Earth Europe, Heinrich Boll Foundation et Rosa Luxemburg Foundation. (2017). Agrifood Atlas: Facts and Figures about the Corporations that Control what we Eat. ^v Ibid.

La puissance d'achat des supermarchés

Cette emprise sur les marchés au détail donne à la grande distribution en particulier une très grande puissance pour façonner la production alimentaire dans le monde entier. Par sa position de dernier maillon de la chaîne d'approvisionnement alimentaire, elle est devenue le gardien du commerce alimentaire mondial, en affectant les producteurs et les transformateurs à des chaînes d'approvisionnement géographiquement dispersées, ultra-spécialisées et à niveaux multiples et en leur imposant des normes de qualité précises pour des dizaines de milliers de produits tous les jours de l'année.

Ce modèle commercial est responsable de prix bas, d'un choix inégalé tout au long de l'année et de la commodité du « juste à temps » pour d'innombrables consommateurs. Pour cela, elle s'en remet néanmoins au pouvoir d'achat considérable des supermarchés qui exercent une pression continue sur leurs fournisseurs pour les amener à réduire leurs coûts et à assumer davantage des risques de la production agricole, tout en répondant à des exigences de qualité des plus rigoureuses. Ce pouvoir s'exerce en ayant recours à tout un éventail de pratiques commerciales déloyales qui ont été documentées¹³, dont quelques exemples sont visés au Graphique 3.

GRAPHIQUE 3 : DES PRATIQUES COMMERCIALES DÉLOYALES À L'ORIGINE DE LA COMPRESSION DES PRIX VERSÉS AUX FOURNISSEURS DES SUPERMARCHÉS, QUI DE SURCROÎT ASSUMENT DES RISQUES ACCRUS



Source : Graphique créé par Oxfam à partir des informations de D. Vaughan-Whitehead et Caro L.P (2017). Purchasing Practices and Working Conditions in Global Supply Chains: Global Survey Results; G. Ellison (2017). Grocery Code Adjudicator: Annual Survey Results ; Parlement européen (2016). Rapport sur les pratiques commerciales déloyales dans la chaîne d'approvisionnement alimentaire et autres rapports¹⁴. Voir l'Appendice 1 pour obtenir la liste complète des pratiques commerciales déloyales et des références.

Accumulation au sommet des récompenses financières

Il s'agit là d'une activité lucrative pour les acteurs de premier plan. Walmart, le numéro 1 mondial de la grande distribution qui appartient majoritairement à la plus riche famille des États-Unis¹⁵, a réalisé en 2016 des recettes de près de 486 milliards de dollars, soit plus que le revenu national brut de pays comme la Norvège ou le Nigeria¹⁶. Les huit premières grandes surfaces au monde cotées en bourse ont réalisé quelque 1 000 milliards de dollars de ventes en 2016 et près de 22 milliards de dollars de bénéfices. Au lieu de réinvestir dans leurs fournisseurs, elles ont reversé la même année plus de 15 milliards de dollars de dividendes à leurs actionnaires¹⁷.

Les salaires annuels des dirigeants se portent bien eux aussi, en attestent les 3,1 millions de dollars que touche le PDG de Morrisons au Royaume-Uni, par exemple, et les quelque 19,8 millions de dollars de celui de Walmart aux États-Unis¹⁸. Dans les plus grandes entreprises américaines, on constate ainsi depuis dix ans une hausse constante des dividendes versés aux actionnaires, de 59 %, et des salaires des dirigeants, de 74 %¹⁹. Des États-Unis à la Thaïlande en passant par l'Afrique du Sud, il s'agit là d'un secteur qui attire les investissements de quelques-unes des élites les plus riches et les plus puissantes de ces pays.

LE POUVOIR EN DÉCLIN DES AGRICULTEURS ET DES TRAVAILLEURS²⁰

Ce n'est pas un hasard si l'essor du pouvoir des supermarchés coïncide avec des politiques publiques dans de nombreux pays de libéralisation commerciale et de déréglementation des marchés agricoles et du travail. Une telle approche se traduit par un affaiblissement radical du pouvoir de négociation des paysans et des travailleurs²¹. En attestent la fermeture d'offices de commercialisation des produits agricoles, les coupes sombres pratiquées dans les budgets publics pour les services de vulgarisation agricole et de recherche et développement agricoles et la levée des tarifs transfrontaliers protégeant l'agriculture nationale²². Pour les travailleurs, quant à eux, l'adhésion syndicale et la négociation collective sont en déclin²³. Même dans les pays qui ont adopté le salaire minimum légal, celui-ci est pratiquement toujours bien en deçà des niveaux revendiqués par les syndicats locaux²⁴, et insuffisant pour maintenir un niveau de vie de base et néanmoins décent pour les travailleurs et leurs familles (souvent baptisé « salaire minimum vital »)²⁵.

* * *

DANS UNE ENQUÊTE MONDIALE PORTANT SUR PRÈS DE 1 500 ENTREPRISES DE LA GRANDE DISTRIBUTION À L'ÉCHELLE MONDIALE, MOINS D'UN QUART DES FOURNISSEURS DE PRODUITS ALIMENTAIRES RELEVAIENT LA PRÉSENCE DE SYNDICATS²⁶.

* * *

Mawar vivait dans un dortoir près de l'usine de transformation de crevettes où elle travaillait en Indonésie. On lui ordonnait souvent en criant de travailler plus vite, d'éviter de boire afin de pas avoir à aller aux toilettes.
Photo : Adrian Mulya/Oxfam



Les femmes les plus durement touchées

Tant au sein des exploitations agricoles familiales que parmi les travailleurs, les normes de genre profondément enracinées sont telles que ce sont les femmes qui en pâtissent le plus, privées de droits fonciers²⁷, moins susceptibles de bénéficier de représentation syndicale²⁸, assumant la majorité du travail non rémunéré de prise en charge de proches²⁹, victimes de discrimination en matière de salaire et de promotion à des postes plus élevés, et sous la menace de harcèlement et de violence sexuels³⁰. Le travail des femmes au sein de la grande distribution se fait à l'insu de tous et leur voix à la table des négociations est la plus faible.

Il n'y a donc rien de surprenant à ce qu'il existe une concentration de femmes parmi les postes les plus mal payés et les plus précaires dans l'ensemble du secteur agroalimentaire, fournissant ainsi une réserve de main-d'œuvre bon marché et flexible sur laquelle s'appuient les chaînes d'approvisionnement alimentaire modernes³¹.

LA SOUFFRANCE HUMAINE DANS LA CHAÎNE D'APPROVISIONNEMENT DES SUPERMARCHÉS

Le recul des prix payés aux fournisseurs attribuable à la puissance d'achat des supermarchés, accompagné d'un appui insuffisant de la part des pouvoirs publics aux paysans et aux travailleurs, a pour effet d'exacerber le risque de violations des droits humains et des droits du travail dans les chaînes d'approvisionnement alimentaire. Par exemple :

- Des paysans en difficulté en viennent à recourir au travail des enfants³³ ou les femmes ont à assumer un fardeau encore plus lourd de travail non rémunéré³⁴ ;
- Les employeurs de plantations, d'usines de transformation ou de bateaux de pêche peuvent en venir à opter pour des formes d'emploi plus flexibles et plus précaires, en évitant les contrats à durée indéterminée, limitant la liberté d'association, réduisant les salaires ou pratiquant des tarifs à la pièce qui requièrent des horaires de travail excessifs³⁵ ;
- Devant la concentration des femmes à ce type de postes informels, souvent sous supervision masculine, le risque de harcèlement et de violences sexuelles s'en trouve accru³⁶ ;
- Le recours au travail forcé n'est que trop répandu. L'Organisation internationale du Travail (OIT) estime ainsi qu'en 2017, plus de 1,1 million de victimes travaillent dans le secteur de l'agriculture³⁷.

De nouvelles recherches réalisées par et pour Oxfam, dont une série d'études de cas publiées aux annexes 2 à 8 et également résumées pour certaines dans le rapport principal aux encadrés 2 à 6, jettent la lumière sur de nombreux exemples de souffrance humaine présente dans les chaînes de supermarchés dans le monde entier. Quelques-uns des constats les plus frappants sont repris ci-dessous.

La faim chez les paysans et les travailleurs

Il s'agit là de l'un des paradoxes les plus cruels de notre temps, que souvent les producteurs de notre alimentation et leur famille n'ont pas de quoi manger à leur faim.

Oxfam et des partenaires ont réalisé en 2017 des enquêtes auprès de centaines de paysans et de travailleurs dans les chaînes d'approvisionnement des supermarchés dans cinq pays. Ils ont utilisé pour cela la méthode de l'échelle de l'accès déterminant l'insécurité alimentaire des ménages. Ces travaux ont révélé qu'une nette majorité des personnes interrogées relevaient des catégories en situation d'insécurité alimentaire modérée ou grave. Cela signifie qu'elles-mêmes ou un membre de leur famille s'étaient privés de nourriture au cours du mois écoulé³⁸. Par exemple :

- En Afrique du Sud, plus de 90 % des femmes interrogées qui travaillent dans des exploitations de raisin ont déclaré ne pas avoir eu assez à manger au cours du mois écoulé. Près d'un tiers d'entre elles ont indiqué qu'au cours de cette période, elles-mêmes ou un membre de leur famille s'étaient couchés le ventre vide à au moins une reprise.
- 72 % des paysannes productrices de bananes interrogées aux Philippines ont dit s'être fait des soucis pour nourrir leur famille au cours du mois écoulé.

* * *

« [...] POUR CE QUI EST DE LA PRISE DE DÉCISIONS ET L'AFFECTATION DE TÂCHES AUX MEMBRES, NOUS AVONS L'IMPRESSION DE NE PAS AVOIR VOIX AU CHAPITRE. DES CANDIDATES SE PRÉSENTENT BIEN [POUR FAIRE PARTIE DU CONSEIL], MAIS LES HOMMES VOTENT POUR DES HOMMES ET NOUS SOMMES EN INFÉRIORITÉ NUMÉRIQUE »

* * *

Mary Jane, Secrétaire à la coopérative Davao Fruit Corporation Agrarian Reform, région de Mindanao, Philippines³²

* * *

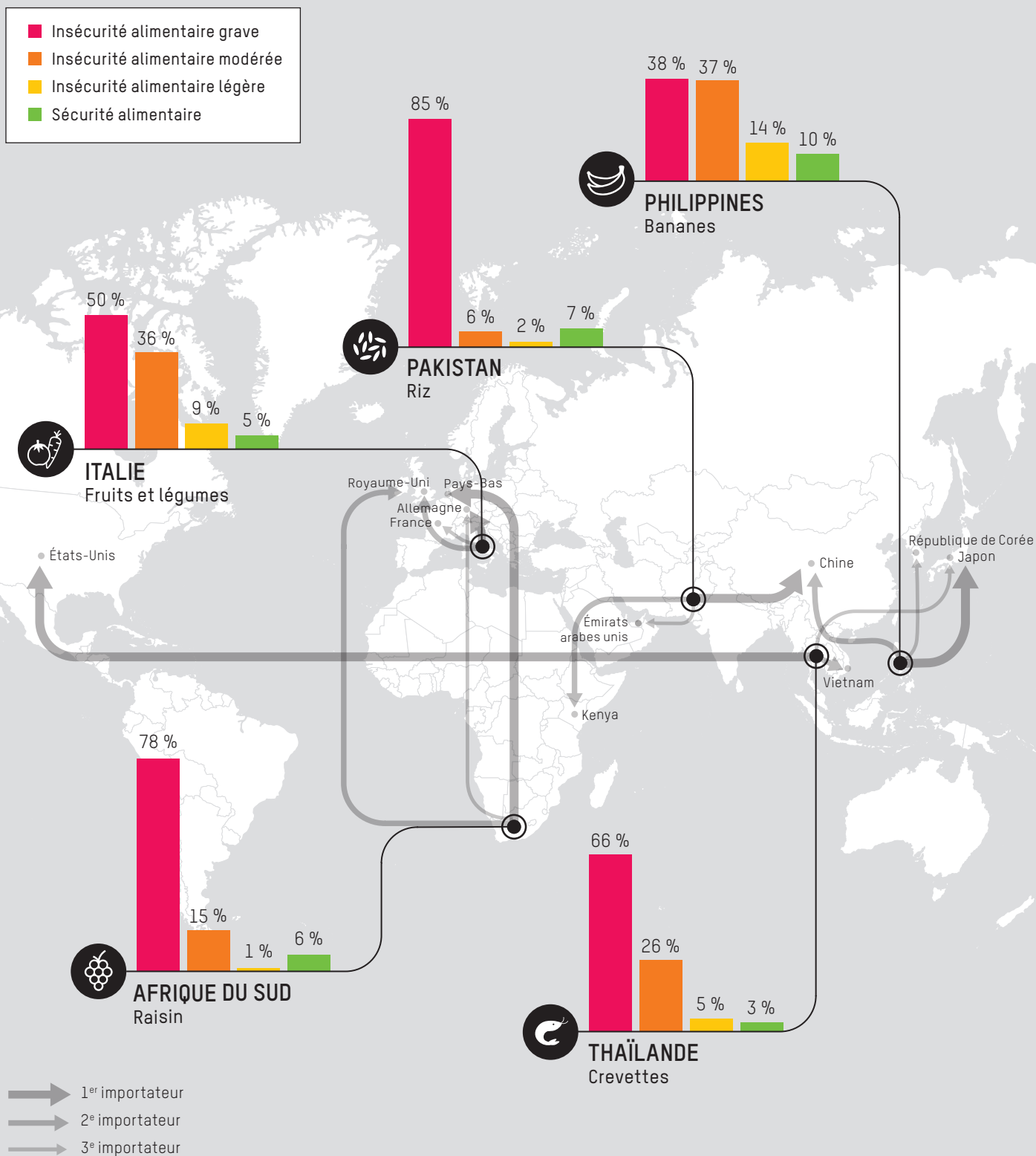
« NOUS AVONS TRÈS PEU D'ARGENT. NOUS SOMMES CONTRAINTS DE MOINS MANGER POUR ÊTRE EN MESURE DE PAYER LES FRAIS DE SCOLARITÉ DE NOS ENFANTS. »

* * *

Épouse d'un travailleur à Finca Once, Costa Rica, producteur pour Lidl³⁹

GRAPHIQUE 4 : LORSQUE LES REVENUS SONT TROP BAS, LES PAYSANS ET LES TRAVAILLEURS VOIENT LEUR ACCÈS À UNE ALIMENTATION SUFFISANTE MENACÉ

Classement de la sécurité alimentaire des répondants participant aux enquêtes sur l'échelle d'insécurité alimentaire des ménages dans les chaînes de valeur alimentaire (%)



Source : Données d'enquêtes réalisées en 2017 déterminant l'insécurité alimentaire des ménages auprès d'un échantillon de paysans et de travailleurs dans des chaînes d'approvisionnement alimentaire spécifiques en Afrique du Sud (101 répondants), en Thaïlande (64), en Italie (42), au Pakistan (100) et aux Philippines (147). Les travaux de recherche en Afrique du Sud ont été effectués dans le cadre du projet Women on Farms Project. Voir la méthodologie dans l'Annexe 1 pour en savoir plus⁴⁰.

La somme de tous les pourcentages n'égale pas toujours exactement 100 % car certains ont été arrondis. Données d'exportation de 2016. Voir la note finale pour obtenir toutes informations sur les sources⁴¹.

- En Italie, 75 % des femmes interrogées travaillant dans des exploitations de fruits et légumes ont dit qu'elles-mêmes ou un membre de leur famille avaient réduit le nombre de leurs repas au cours du mois écoulé parce que leur ménage ne pouvait se permettre d'acheter suffisamment de denrées alimentaires.
- En Thaïlande, plus de 90 % des travailleurs interrogés dans les usines de transformation de fruits de mer ont déclaré avoir souffert de la faim au cours du mois écoulé. Parmi eux, 54 % étaient des femmes qui à plusieurs reprises au cours de cette période, ont indiqué qu'il n'y avait rien à manger chez elles.



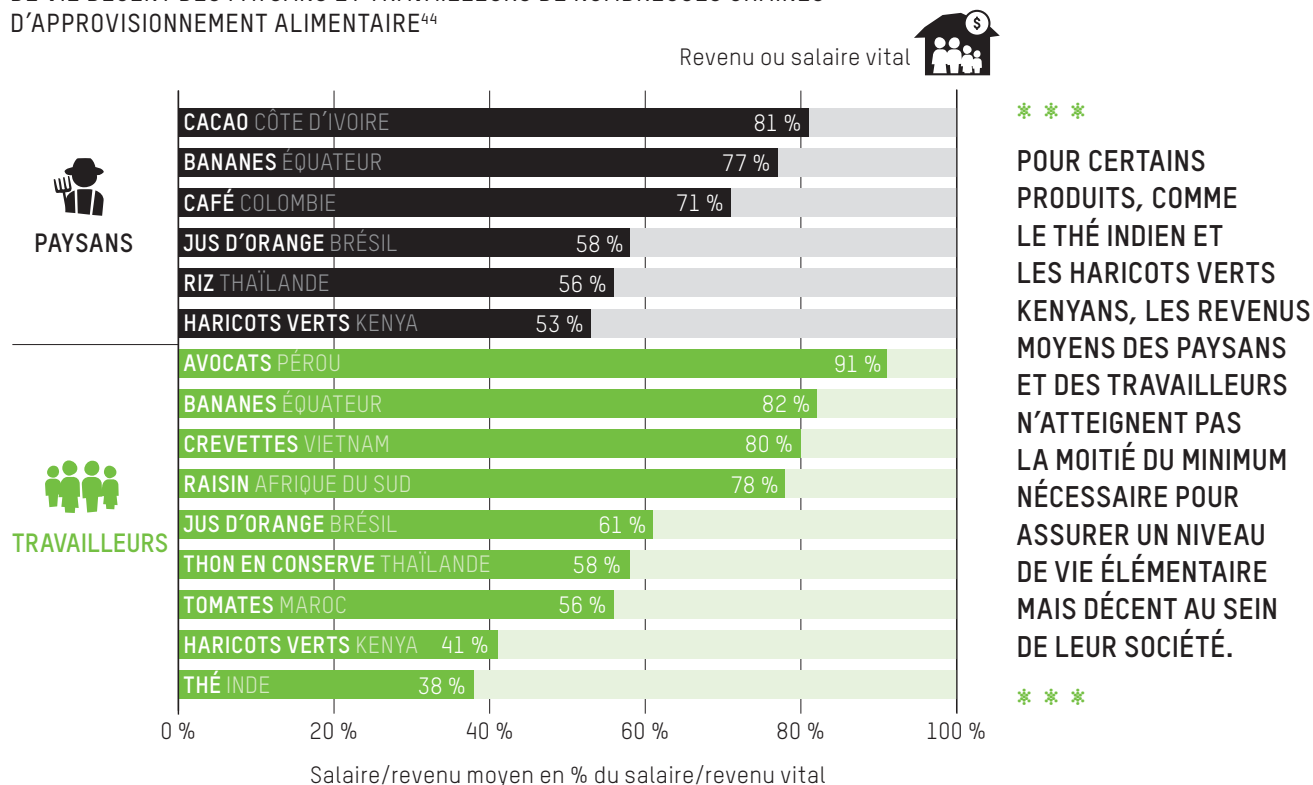
Le scandale des revenus insuffisants des paysans et des travailleurs

Malgré le caractère ponctuel et limité de ces enquêtes, elles laissent entrevoir une situation généralisée d'exploitation économique systémique. Les nouveaux travaux de recherche réalisés pour Oxfam par BASIC (Bureau for the Appraisal of Impacts for Citizen Information)⁴² ont analysé la chaîne de valeur de 12 produits courants de la grande distribution dans le monde entier, auprès d'un éventail de pays producteurs représentatifs d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine, comportant des exemples de production à petite échelle et à grande échelle.

Comme l'illustre le Graphique 5, dans aucun de ces exemples les revenus moyens des paysans ou des travailleurs ne suffisent à leur procurer un niveau de vie décent, de quoi réaliser leurs droits humains. Dans certains cas, ils sont loin d'y parvenir⁴³.

Ci-dessus : Prak travaillait sur un bateau en Thaïlande. Il a été renvoyé après être tombé malade. On lui a également annoncé qu'il devait 14 000 bahts (environ 438 dollars) aux responsables du bateau – somme qu'il ne possède pas. S'il ne paie pas, Prak ne pourra pas récupérer son passeport. Photo : Suthep Kritsanavarin/ Oxfam

GRAPHIQUE 5 : L'INSUFFISANCE DES REVENUS MOYENS POUR ASSURER UN NIVEAU DE VIE DÉCENT DES PAYSANS ET TRAVAILLEURS DE NOMBREUSES CHÂÎNES D'APPROVISIONNEMENT ALIMENTAIRE⁴⁴



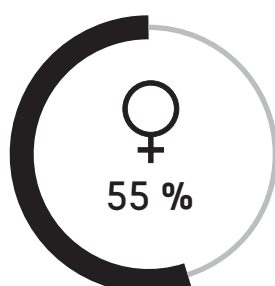
Note : Données de 2015. Le terme « travailleurs » se réfère aux individus dotés de contrats de travail à durée indéterminée travaillant dans les grandes plantations ou dans des usines de transformation ou sur des bateaux de pêche. Certains produits apparaissent deux fois, étant produits à la fois par des paysans et des travailleurs. Voir la méthodologie dans l'Annexe 1 pour en savoir plus.

Source : C. Alliot et al. (À venir). Distribution of Value and Power in Food Value Chains. Recherche commandée par Oxfam et entreprise par BASIC.

Comme l'illustre le Graphique 6, la situation est bien pire pour les femmes. Les analyses de BASIC montrent que lorsqu'elles constituent la majorité de la main-d'œuvre dans une chaîne d'approvisionnement alimentaire, c'est là qu'est le plus marqué l'écart entre le salaire moyen et le montant nécessaire pour un niveau de vie élémentaire mais décent.

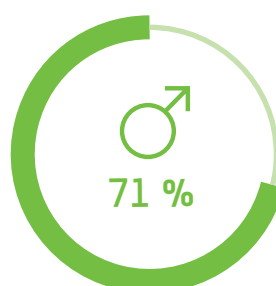
GRAPHIQUE 6 : L'ÉCART PAR RAPPORT À UN REVENU OU UN SALAIRE MINIMUM VITAL EST LE PLUS MARQUÉ QUAND LA MAIN-D'ŒUVRE EST CONSTITUÉE À MAJORITÉ DE FEMMES

Salaire/revenu moyen en % du salaire/revenu vital



MAIN-D'ŒUVRE CONSTITUÉE À MAJORITÉ DE FEMMES

Thé (Inde), haricots verts (Kenya), tomates (Maroc), riz (Thaïlande), crevettes (Vietnam), thon en conserve (Thaïlande)



MAIN-D'ŒUVRE CONSTITUÉE À MAJORITÉ D'HOMMES

Bananes (Équateur), cacao (Côte d'Ivoire), café (Colombie), avocats (Pérou), jus d'orange (Brésil), raisin (Afrique du Sud)

Note : Données de 2015.

Source : C. Alliot et al. (À venir). Distribution of Value and Power in Food Value Chains. Recherche commandée par Oxfam et entreprise par BASIC.

Ces niveaux de revenu sont particulièrement difficiles à accepter, surtout quand on les compare aux rendements obtenus à l'autre extrémité de la chaîne d'approvisionnement. Par exemple :

- Il faudrait à une femme employée dans une usine classique de transformation de la crevette en Indonésie ou en Thaïlande plus de 4 000 ans pour gagner ce que touche en moyenne en un an le directeur général d'un supermarché américain⁴⁵.
- Le directeur général le mieux payé d'un supermarché au Royaume-Uni gagne en l'espace de cinq jours autant que ce qu'une femme mettrait toute sa vie à gagner à ramasser le raisin dans une exploitation typique d'Afrique du Sud⁴⁶.
- Seulement 10 % des dividendes versés aux actionnaires des trois premières chaînes de grandes surfaces américaines (Walmart, Costco et Kroger) en 2016 suffiraient pour hisser au minimum vital le salaire de plus de 600 000 ouvriers du secteur thaïlandais de la crevette⁴⁷. Le Graphique 7 dresse un tableau similaire pour les supermarchés britanniques et les ramasseurs de raisin en Afrique du Sud.

GRAPHIQUE 7 : LES ACTIONNAIRES DE SUPERMARCHÉ PROFITENT PENDANT QUE LES TRAVAILLEURS DE LA CHAÎNE D'APPROVISIONNEMENT PEINENT À JOINDRE LES DEUX BOUTS

10 % des dividendes versés en moyenne aux actionnaires des supermarchés britanniques Sainsbury's, Tesco et Morrisons en 2016



Permettraient à 30 000 ramasseurs de raisin sud-africains de percevoir un revenu vital



● Revenu moyen en % du revenu vital pour les ramasseurs de raisin en Afrique du Sud

Source : Calculs d'Oxfam ; pour des précisions, veuillez consulter la méthodologie dans l'Annexe 1. Il est à noter qu'aucun dividende n'a été versé aux actionnaires de Tesco en 2016.

Les paysans poussés au bord du gouffre

Pour des millions de paysans, la menace porte sur la viabilité même de leurs moyens de subsistance. Les analyses réalisées par BASIC de 12 produits alimentaires font apparaître le recul de longue date des prix à l'exportation pour certains produits, par exemple une baisse de 74 % entre le milieu des années 1990 et le milieu des années 2010 dans le cas des haricots verts du Kenya, et d'environ 70 % dans le cas du jus d'orange brésilien. Cette tendance a contribué au recul des prix payés aux paysans et aux producteurs, qui peinent à dépasser le coût de production⁴⁹.

Résultat ? Les paysans et paysannes se voient contraints de quitter les chaînes internationales de l'alimentaire et d'abandonner leurs terres. Ils sont amenés à accepter du travail précaire dans de grandes plantations capables, elles, de répondre aux exigences sur les prix et la qualité des supermarchés, ou sinon à gonfler la population des bidonvilles.

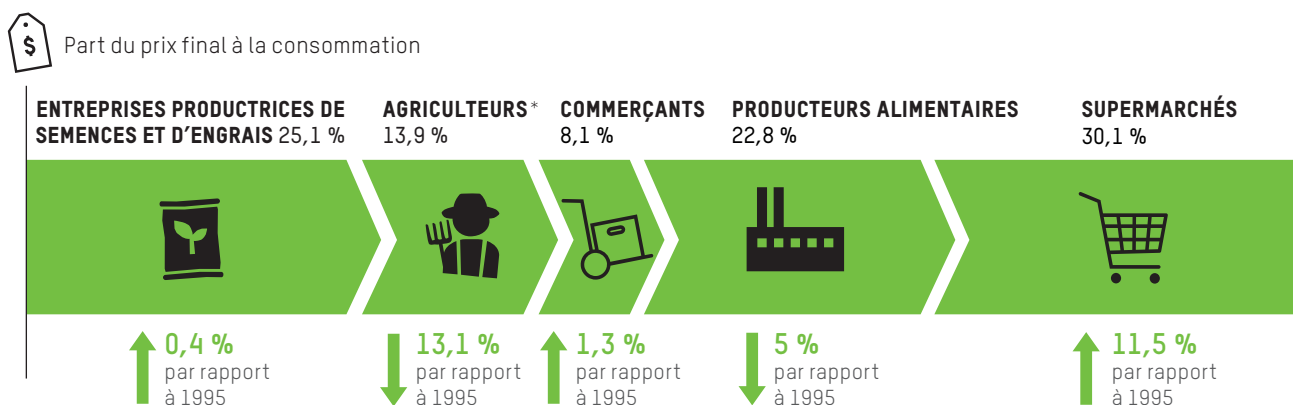
L'ASSOCIATION DES EXPORTATEURS DE PRODUITS FRAIS DU KENYA ESTIME QUE NE SERAIT-CE QU'ENTRE 2013 ET 2014, 5 000 PAYSANS EXPORTATEURS DE PRODUITS HORTICOLES ONT CESSÉ LEUR ACTIVITÉ⁴⁸.

LA GRANDE DISTRIBUTION ALIMENTE LES INÉGALITÉS CROISSANTES

Le déséquilibre du pouvoir dans les chaînes d'approvisionnement des supermarchés semble bel et bien s'aggraver et être un vecteur de creusement des inégalités.

Les nouvelles recherches réalisées pour Oxfam par des experts mondiaux de la chaîne de valeur mondiale constatent, comme illustré au Graphique 8, qu'entre 1995 et 2011 (la dernière année pour laquelle des données mondiales sont disponibles), non seulement les supermarchés se sont arrogé la plus grosse part parmi les acteurs de la chaîne d'approvisionnement des dépenses en caisse de leurs clients, mais que de surcroît leur part avait accru au cours de la même période, passant de 27 % à plus de 30 %. Pendant ce temps, au cours de la même période, force est de constater le recul de la part dévolue aux paysans, passant de tout juste 16 % en 1995 à moins de 14 % en 2011, voire tout juste 7 % en moyenne dans certains pays⁵⁰.

GRAPHIQUE 8 : ENTRE 1995 ET 2011, LES SUPERMARCHÉS SE SONT ARROGÉ LA PLUS GROSSE PART DU PRIX FINAL À LA CONSOMMATION DANS LES CHAÎNES D'APPROVISIONNEMENT ALIMENTAIRE MONDIALES, ET LA HAUSSE DE LEUR PART A ÉTÉ LA PLUS MARQUÉE



Note : Données au niveau mondial, 1995-2011. *Petite et grande échelle.

Source : Adapté de A. Abdulsamad et G. Gereffi. (À paraître en 2018). Measurement in a World of Globalized Production. Durham, NC: Duke Center on Globalization, Governance and Competitiveness. Rapport de recherche entrepris pour Oxfam Amérique.

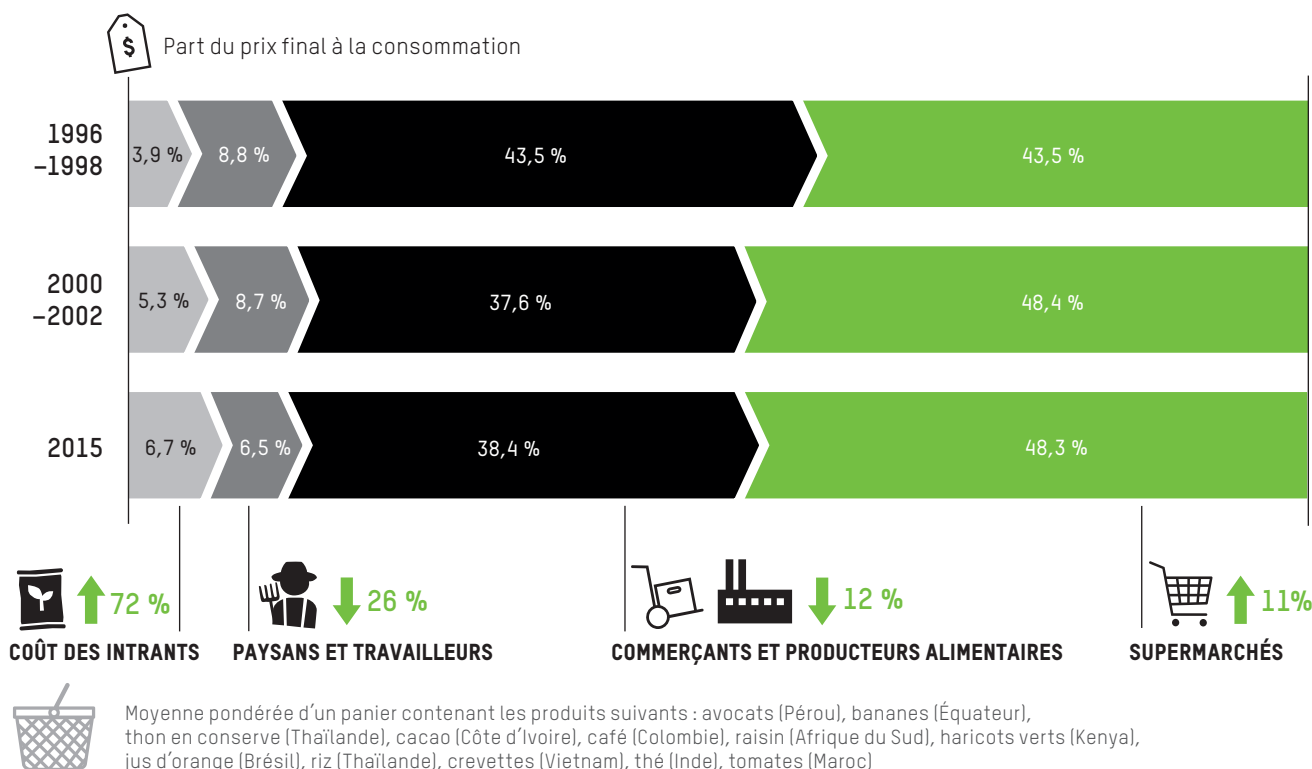
Toutefois, tout en révélant des tendances similaires dans un large éventail de pays, tant développés qu'en développement, ces résultats ne montrent qu'un côté de la médaille quant au vécu des paysans et travailleurs dans les pays en développement. Les études contextuelles approfondies réalisées par BASIC sur le panier de 12 produits établi par Oxfam dressent un tableau encore plus alarmant⁵¹.

Comme l'illustre le Graphique 9, les résultats de BASIC font aussi apparaître une hausse de la part (moyenne sur l'ensemble du panier de produits et un éventail de pays de consommation) du prix final à la consommation qui revient aux supermarchés, passant de 43,5 % en 1996/1998 à 48,3 % en 2015, tandis que celle dévolue aux paysans et travailleurs accuse un recul, passant de 8,8 % à 6,5 % au cours de la même période.

Sur de tels produits, les inégalités du marché sont encore plus marquées entre les supermarchés et les producteurs des aliments qu'ils vendent. Qui plus est, les résultats suggèrent que cette compression s'accompagne de la hausse des coûts de production pour l'ensemble de ces 12 produits, de plus de 70 % entre 1996/1998 et 2015.

POUR DES PRODUITS COMME LE JUS D'ORANGE BRÉSILIEN, LES HARICOTS VERTS DU KENYA, LE THÉ INDIEN, LA CREVETTE VIETNAMIENNE ET LE THON EN CONSERVE THAÏLANDAIS, LA PART DU PRIX FINAL À LA CONSOMMATION REVENANT AUX PAYSANS OU AUX TRAVAILLEURS EN 2015 S'ÉLEVAIT À MOINS DE 5 %.

GRAPHIQUE 9 : POUR CERTAINS PRODUITS, LES INÉGALITÉS ENTRE LES SUPERMARCHÉS ET LES PRODUCTEURS SONT PARTICULIÈREMENT CRIANTES



Source : C. Alliot et al. (Forthcoming). Distribution of Value and Power in Food Value Chains. Travaux de recherche réalisés par BASIC pour Oxfam.

Ces inégalités croissantes au sein de la grande distribution constituent un obstacle de taille pour porter à un niveau décent les revenus des paysans et le salaire des travailleurs, ce qui nuit à la capacité de ces individus de s'extraire de la pauvreté par le travail. Tout au mieux, en raison de cette répartition faussée, il faudra beaucoup plus de temps aux paysans et aux travailleurs pour parvenir à un revenu vital ou à un salaire qui leur permette de vivre. Au pire, elle prend au piège de la pauvreté les femmes et les hommes qui travaillent pour la grande distribution.

Tant que les paysans et les travailleurs ne recevront pas une part accrue de la valeur de leurs produits, les inégalités continueront de se creuser et les progrès réalisés pour lutter contre la pauvreté s'enrayeront.

LA GRANDE DISTRIBUTION À UN JALON DÉCISIF

Après des années d'expansion, des signes font apparaître que la grande distribution se trouve à un jalon décisif de son histoire, tiraillée dans des directions opposées par des forces concurrentes.

D'un côté, les discounteurs alimentaires comme Aldi Nord, Aldi Sud et Lidl sont en train d'accroître leurs ventes et leur influence dans le secteur de la grande distribution, tandis que le rachat de Whole Foods en 2017 par Amazon, le titan de détail à faible coût, a envoyé une onde de choc dans l'ensemble du secteur américain des supermarchés. L'annonce par Whole Foods de sa nouvelle stratégie « d'abaissement continu des prix » a causé la perte de près de 12 milliards de dollars de la valeur boursière de ses concurrents⁵³. L'influence accrue de ces acteurs pourrait présager d'une ère nouvelle de réduction des coûts encore plus impitoyable et d'accélération du nivellement par le bas des normes sociales et environnementales de la chaîne d'approvisionnement.

À L'ÉCHELLE MONDIALE, 780 MILLIONS DE PERSONNES ONT BEAU TRAVAILLER, ELLES SE TROUVENT EN SITUATION DE PAUVRETÉ. LES PROGRÈS RÉALISÉS POUR RÉDUIRE LES TAUX DE TRAVAILLEURS PAUVRES RALENTISSENT PARTOUT DANS LE MONDE ET SEMBLENT FAIRE MARCHE ARRIÈRE DANS LES PAYS LES PLUS PAUVRES⁵².

En revanche, la crise mondiale des inégalités et l'accélération du changement climatique exposent toute la fragilité de l'actuel modèle de la chaîne d'approvisionnement, alors même que sont adoptées de nouvelles normes de responsabilité des entreprises et qu'apparaissent de nouvelles technologies capables d'autonomiser tant les investisseurs que les consommateurs en les éclairant sur l'origine de notre alimentation⁵⁴. À elles toutes, ces tendances devraient envoyer un signal fort au secteur de la grande distribution de la nécessité d'adopter une approche différente, plus équitable et plus pérenne.

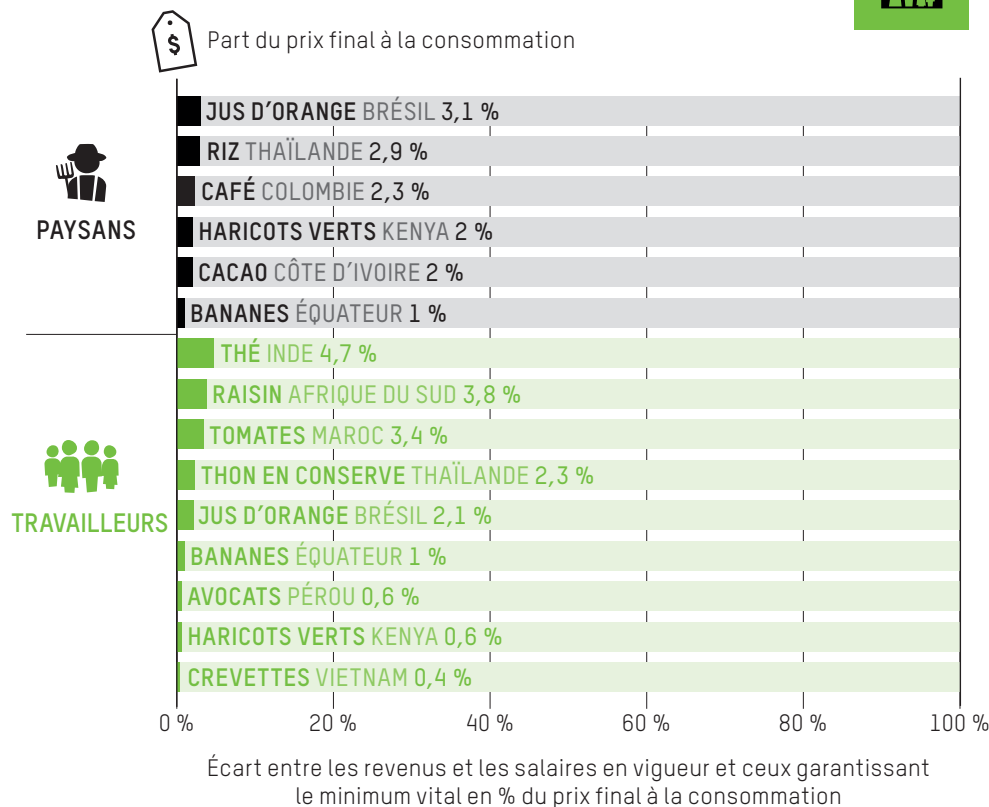
En clair, cela signifie que le moment est venu de faire le point sur la filière de la grande distribution. Toute la question reste de savoir si les détaillants optent de se maintenir résolument sur la voie du modèle actuel avec tous les risques de souffrance humaine que cela présente, ou d'adopter une façon différente de faire des affaires.

VERS UNE RÉVOLUTION DU COMMERCE DE DÉTAIL DE L'ALIMENTATION

Rien n'oblige à ce que l'avenir soit marqué par de nouvelles formes plus extrêmes de dysfonctionnement d'exploitation économique et d'inégalités exacerbées au sein des chaînes d'approvisionnement de la grande distribution en constante expansion.

GRAPHIQUE 10 : POUR DE NOMBREUX PRODUITS, LES INVESTISSEMENTS NÉCESSAIRES POUR COMBLER L'ÉCART ENTRE LES REVENUS ET LES SALAIRES EN VIGUEUR ET CEUX GARANTISSANT LE MINIMUM VITAL SONT MODIQUES PAR RAPPORT AU PRIX FINAL À LA CONSOMMATION

Comblent l'écart entre les revenus et les salaires en vigueur et ceux garantissant le minimum vital



Note : Données correctes en 2015. Certains produits apparaissent deux fois, étant produits à la fois par des paysans et dans des plantations par des travailleurs salariés dans des usines de transformation ou des bateaux de pêche.

Source : C. Alliot et al. (À venir). Distribution of Value and Power in Food Value Chains. Recherche commandée par Oxfam et entreprise par BASIC.

L'analyse de BASIC réalisée pour Oxfam suggère qu'il est tout à fait possible que les paysans et les travailleurs gagnent un revenu minimum vital dans les chaînes d'approvisionnement de la grande distribution⁵⁵. Comme l'illustre le Graphique 10, il suffirait des investissements modiques de la part des supermarchés et d'autres acteurs de la chaîne d'approvisionnement pour combler l'écart entre les revenus et les salaires en vigueur et ceux garantissant le minimum vital par rapport au prix final à la consommation : de pas plus de 5 % sur l'ensemble des 12 produits constituant notre panier, et souvent de moins de 1 %.

Qui plus est, rien n'oblige à ce que les prix à la consommation augmentent pour permettre ces investissements supplémentaires. Dans chacun de ces 12 cas, les investissements supplémentaires requis de la part des acteurs de la chaîne d'approvisionnement sont bien inférieurs au montant dépensé par les supermarchés (ou d'autres entreprises de premier rang) pour accroître leur part du prix final à la consommation au cours des 10 à 15 dernières années⁵⁶.

GRAPHIQUE 11 : POUR METTRE FIN À LA SOUFFRANCE HUMAINE, IL FAUT S'ATTAQUER AU DÉSÉQUILIBRE DE POUVOIR ENTRE LES SUPERMARCHÉS ET LES PERSONNES QUI PRODUISENT CE QU'ILS VENDENT

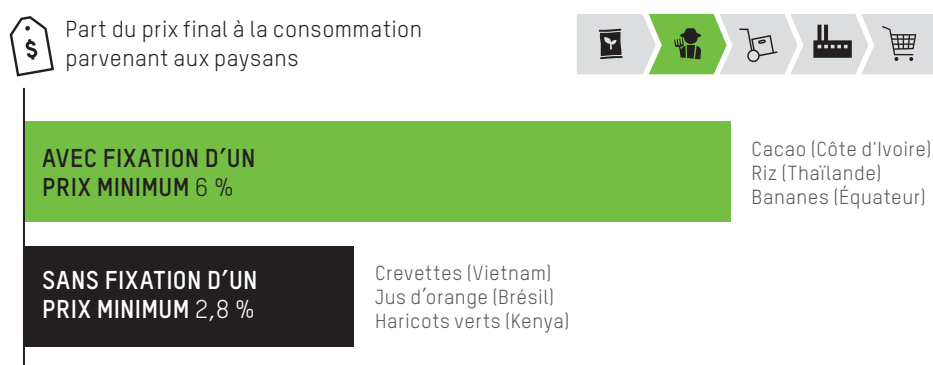


Le rééquilibrage du pouvoir entre les supermarchés d'une part, et les paysans et les travailleurs de l'autre, favoriserait un partage plus équitable des revenus colossaux de l'industrie et laisserait place à des solutions de rechange afin de permettre à l'actuel modèle de supermarché de se développer. Malgré l'absence de solution miracle, il sera essentiel que des mesures soient prises par les pouvoirs publics, les paysans et les travailleurs ainsi que les supermarchés et d'autres acteurs du secteur privé, dont des exemples sont visés au Graphique 11 ci-dessous. À elles toutes, elles pourraient constituer les premiers pas vers une révolution dans le secteur du commerce de détail alimentaire.

Actions de l'État dans les pays producteurs

Les analyses réalisées par BASIC pour le panier de 12 produits d'Oxfam font apparaître que dans les pays où l'État est intervenu pour fixer un prix minimum pour les produits agricoles de base, la part du prix à la consommation versée aux paysans est à peu près le double de celle versée aux agriculteurs qui ne reçoivent pas de soutien de ce type (Graphique 12).

GRAPHIQUE 12 : LES PAYSANS DES CHAÎNES D'APPROVISIONNEMENT ALIMENTAIRE, GRANDS BÉNÉFICIAIRES DE L'INTERVENTION DE L'ÉTAT DE FIXATION D'UN PRIX MINIMUM POUR DES PRODUITS AGRICOLES DE BASE



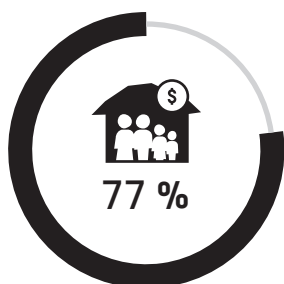
Note : Données de 2015. Les produits de base illustrés sont ceux analysés qui sont produits par des paysans, pour lesquels la fixation d'un prix minimum est pertinente.

Source : C. Alliot et al. (À venir). Distribution of Value and Power in Food Value Chains. Recherche commandée par Oxfam et entreprise par BASIC.

De même, dans des pays comme le Vietnam, l'Équateur, le Maroc et le Pérou, lorsque l'État impose un salaire minimum relativement plus élevé, défini ici comme dépassant 50 % du PIB mensuel par habitant⁵⁷, l'analyse de BASIC constate que les revenus des travailleurs sont bien plus proches des seuils du salaire minimum vital.

GRAPHIQUE 13 : LA HAUSSE DU SALAIRE MINIMUM CONTRIBUE À RÉDUIRE L'ÉCART DU SALAIRE MINIMUM VITAL DES TRAVAILLEURS DANS LES CHAÎNES D'APPROVISIONNEMENT ALIMENTAIRE

Revenu moyen en % du revenu vital



REVENU MINIMUM PLUS ÉLEVÉ

Crevettes (Vietnam), bananes (Équateur), tomates (Maroc), avocats (Pérou)



REVENU MINIMUM PLUS FAIBLE

Haricots verts (Kenya), thon en conserve (Thaïlande), thé (Inde), raisin (Afrique du Sud)

Note : Données de 2015. Les produits de base illustrés sont ceux analysés qui sont produits dans des grandes plantations, des usines de transformation ou des bateaux de pêche, pour lesquels le travail salarié est donc pertinent. Un salaire minimum plus élevé est défini comme étant supérieur à 50 % du PIB mensuel par habitant et un salaire minimum plus faible comme étant inférieur à 50 % du PIB mensuel par habitant.

Source : C. Alliot et al. (À venir). Distribution of Value and Power in Food Value Chains. Recherche commandée par Oxfam et entreprise par BASIC.

Bien que ces interventions des pouvoirs publics jouent certes un rôle crucial à soutenir les paysans et les travailleurs pour atteindre un niveau de vie décent, elles ne sont pas suffisantes en soi. Pour preuves les difficultés d'application rencontrées en Équateur en ce qui concerne le salaire minimum et en Côte d'Ivoire quant aux initiatives de prix pour compenser les pressions du marché mondial⁵⁹. Pour qu'elles aient de l'effet, les mesures de soutien de l'État doivent s'accompagner d'efforts visant à s'attaquer aux forces du marché qui restreignent la valeur réalisée par les producteurs.

Actions collectives exercées par les paysans, les travailleurs et les femmes dans les pays producteurs

Le renforcement du pouvoir de négociation des paysans et des travailleurs constitue un élément essentiel à cet égard. L'analyse de BASIC donne à penser que quand ils sont organisés en coopératives capables de réaliser des économies d'échelle jusqu'au point d'exportation, les paysans bénéficient d'une part bien plus élevée du prix final à la consommation, de l'ordre de 26 %, par rapport aux 4 % de ceux qui ne le sont pas.

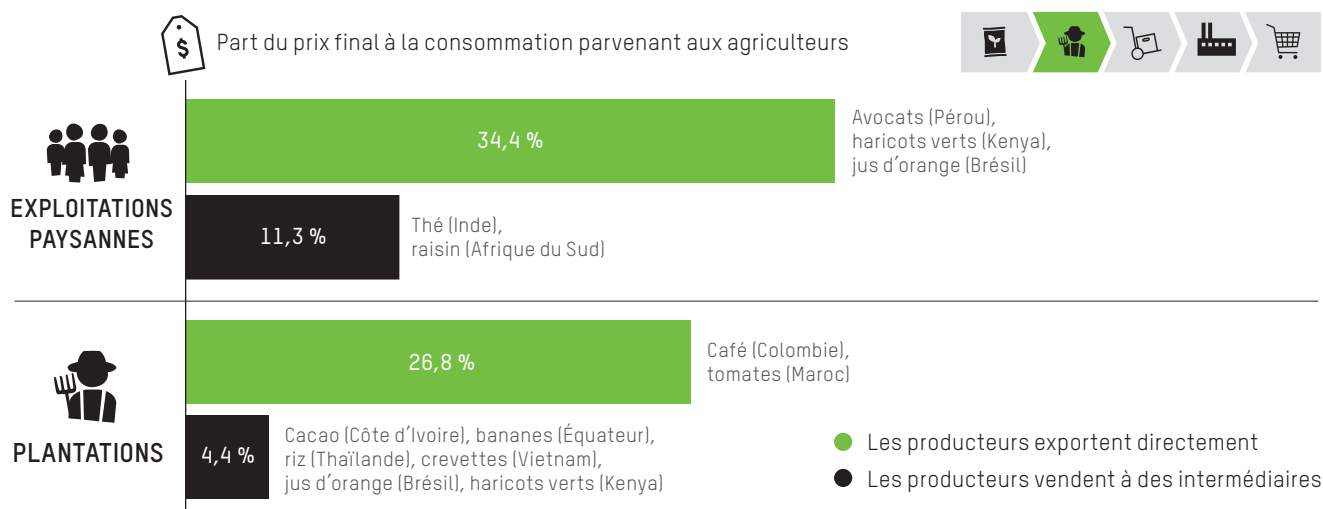
« MÊME LE SALAIRE MINIMUM NE SUFFIRAIT PAS, ENCORE MOINS LE SALAIRE DE MISÈRE QU'ON NOUS PAIE »

Ouvrier à un poste d'emballage en Équateur, dirigé par El Naranjo, fournisseur de Lidl⁵⁸

« QUAND J'AI ADHÉRÉ À LA COOPÉRATIVE, J'AI REÇU UNE FORMATION, J'AI ÉTUDIÉ ET JE ME SUIS SENTI SOULAGÉ À L'IDÉE QU'UN JOUR, JE GAGNERAI BIEN MA VIE [...] CE DONT JE SUIS LE PLUS FIER DANS LA VIE, C'EST DE POUVOIR ACHETER DES VÊTEMENTS OU DE LA NOURRITURE À MES ENFANTS QUAND ILS EN ONT BESOIN »

Membre de la coopérative de Tuzamurane, Rwanda⁶⁰

GRAPHIQUE 14 : LES ACTIONS COLLECTIVES COMME MOYEN DE RENFORCER LE POUVOIR DE NÉGOCIATION DES PAYSANS DANS LES CHAÎNES D'APPROVISIONNEMENT ALIMENTAIRE



Note : Données de 2015. Certains produits apparaissent deux fois, étant produits à la fois par des paysans et des travailleurs salariés dans des grandes plantations, des usines de transformation ou des bateaux de pêche.

Source : C. Alliot et al. (À venir). Distribution of Value and Power in Food Value Chains. Recherche commandée par Oxfam et entreprise par BASIC.

Actions des pouvoirs publics dans les pays de vente au détail

Les États disposent d'un certain nombre d'outils réglementaires pour s'attaquer de front à la puissance accrue de la grande distribution.

Un moyen de restreindre le recours à des pratiques commerciales déloyales consiste à adopter des mesures législatives, tel que la Commission européenne l'a proposé⁶¹ ; un autre est d'user du droit de la concurrence pour démanteler la concentration de la puissance d'achat⁶².

Des plans d'action nationaux en vertu des Principes directeurs des Nations unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme (UNGP) sont en train d'être élaborés qui, s'accompagnant de la promulgation de nouvelles lois de diligence raisonnable en matière de droits humains dans de nombreux pays⁶³, obligent les entreprises à faire davantage pour s'attaquer aux problèmes de leurs chaînes d'approvisionnement et y remédier. En attendant, des négociations ont commencé visant l'établissement d'un traité international contraignant sur les droits humains pour réglementer les entreprises⁶⁴.

S'inscrivant dans la mouvance de nouvelles technologies émergentes telles que la « blockchain », ces développements constituent une formidable occasion de renforcer radicalement la transparence de la chaîne d'approvisionnement, afin de contribuer à empêcher la poursuite des pires abus à l'insu de tous et en toute impunité.

**RENFORCER
RADICALEMENT LA
TRANSPARENCE
DE LA CHAÎNE
D'APPROVISIONNEMENT
PEUT CONTRIBUER
À EMPÊCHER LA
POURSUITE DES PIRES
ABUS À L'INSU DE TOUS
ET EN TOUTE IMPUNITÉ.**

Prise de conscience des enjeux par la grande distribution

Si certes une réglementation plus stricte de la part des États et l'autonomisation des paysans et des travailleurs sont essentielles au rééquilibrage du pouvoir dans les chaînes d'approvisionnement de la grande distribution, il y a bien plus que les supermarchés peuvent faire et doivent faire, en accord avec les UNGP et les attentes croissantes de la part de leurs clients, pour respecter les droits humains de leurs fournisseurs.

Depuis plus d'une dizaine d'années maintenant, plusieurs chaînes adoptent une démarche volontaire mais celle-ci ne va pas suffisamment loin.

La fiche d'évaluation de la grande distribution d'Oxfam établit de nouveaux seuils de référence ambitieux vers lesquels l'industrie doit tendre en vue d'adopter un modèle de chaîne d'approvisionnement plus équitable et plus inclusif. Ces seuils seront difficiles à atteindre et ils ne supplantent pas les mesures à prendre par d'autres parties prenantes, comme les pouvoirs publics. Néanmoins ils constituent pour les supermarchés une voie leur permettant de démontrer leur engagement envers des chaînes d'approvisionnement plus équitables et plus viables pour les femmes et les hommes qui y travaillent.

ENCADRÉ 1 : NOTATION DES POLITIQUES DE CHAÎNE D'APPROVISIONNEMENT DES SUPERMARCHÉS

Pour éclairer la campagne d'Oxfam, nous avons évalué les politiques de chaîne d'approvisionnement accessibles au public ainsi que les pratiques déclarées communiquées par quelques-uns des supermarchés à la croissance la plus forte et la plus rapide en Allemagne, aux États-Unis, aux Pays-Bas et au Royaume-Uni.

L'évaluation a porté sur la transparence des chaînes d'approvisionnement des supermarchés et sur le traitement des travailleurs, des paysans et des femmes au sein de ces chaînes.

Globalement, les premiers résultats font apparaître des disparités criantes entre les politiques et les pratiques actuelles de la grande distribution et les seuils de référence d'Oxfam qui reposent sur des normes internationales solides et des bonnes pratiques largement reconnues.

- Les 16 supermarchés évalués ont tous obtenu des scores très faibles dans l'ensemble des enjeux abordés, les scores les plus bas étant ceux aux rubriques « **Femmes** » et « **Transparence et responsabilisation** ». Cela montre combien on attend encore des détaillants de prendre des engagements forts sur la traçabilité au sein de leur chaîne d'approvisionnement. On constate un manque d'attention quasi-universel de la part des grands supermarchés aux difficultés que connaissent les femmes au sein de l'industrie.
- À la rubrique « **Transparence et responsabilisation** », la moitié des entreprises s'avèrent avoir des fondements rudimentaires en place pour assurer la gestion efficace des risques posés aux droits humains dans leur chaîne d'approvisionnement, mais elles sont peu nombreuses à assurer une diligence raisonnable de leurs droits humains. Toutes les entreprises ont échoué à démontrer les résultats de mécanismes de règlement des griefs, leur capacité de traçabilité des principaux ingrédients de leurs chaînes d'approvisionnement et leur suivi des niveaux de salaires et de revenus, y compris des écarts de salaires femmes-hommes. *Meilleur score = 29 % (Tesco), score moyen 5 %, 13 ayant remporté un score inférieur à 10 %, dont 8 un score égal à 0.*
- À la rubrique « **Travailleurs** », beaucoup d'entreprises adhèrent à un code déontologique qui oblige leurs fournisseurs, par exemple, à payer un salaire décent ou à réduire les heures de travail, sans pour autant leur apporter le soutien nécessaire pour qu'ils s'y plient. Une seule entreprise, Sainsbury's, s'est révélée vérifier si ses propres actes ont pour effet d'empêcher les fournisseurs d'être en mesure respecter leur code. Trois entreprises britanniques : Tesco, Sainsbury's et Asda (Walmart) ont obtenu les meilleurs scores à cet égard, dont

l'adhésion active de longue date à l'initiative « Ethical Trading » ainsi que la législation nationale de lutte contre l'esclavage moderne contribuent au respect de bonnes pratiques. *Meilleur score = 42 % (Tesco), score moyen 12 %, 8 ayant remporté un score inférieur à 10 %, dont 5 un score égal à 0.*

- À la rubrique « **Paysans** », force est de constater que les efforts déployés par les entreprises pour aider les paysans ne sont que limités. Ils se bornent essentiellement à assurer un approvisionnement auprès de sources du commerce équitable (dit « Fairtrade ») et d'autres produits certifiés, plutôt que de constituer des efforts directs pour faire en sorte que les paysans touchent un salaire minimum vital, renforcer leur pouvoir de négociation des paysans ou évaluer l'impact du commerce sur leurs droits humains. *Rubrique des paysans : Meilleur score = 17 % (Sainsbury's et Walmart), score moyen 6 %, 13 ayant remporté un score inférieur à 10 %, dont 3 un score égal à 0.*
- C'est à la rubrique « **Femmes** » que les plus grandes lacunes ont été constatées, toutes sauf quatre des entreprises ont enregistré un score égal à zéro à cette rubrique. Les détaillants doivent accorder davantage d'attention à cet égard et remédier aux difficultés et aux problèmes systématiques auxquels les femmes font face dans leurs chaînes d'approvisionnement. Walmart a enregistré un score de 29 % pour les engagements qu'il a pris de s'approvisionner auprès d'entreprises appartenant à des femmes et à fournir un soutien direct aux femmes dans leurs chaînes d'approvisionnement. D'où la preuve de ce qui peut être accompli dès lors que les entreprises manifestent une volonté d'agir. *Rubrique des femmes : Meilleur score = 29 % (Walmart), score moyen 3 %, 14 ayant remporté un score inférieur à 10 %, dont 12 un score égal à 0.*

Ces évaluations se reproduiront tous les ans et permettront ainsi aux clients des supermarchés, à leurs investisseurs et à d'autres parties prenantes de suivre les progrès réalisés dans tous les domaines.

La description de la méthodologie figure à l'Annexe 1, et les résultats complets sont disponibles ici. L'analyse supplémentaire de la fiche d'évaluation figure dans les rapports nationaux : chaînes d'approvisionnement des supermarchés britanniques, chaînes d'approvisionnement des supermarchés américains, chaînes d'approvisionnement des supermarchés allemands et chaînes d'approvisionnement des supermarchés néerlandais.

FICHE D'ÉVALUATION DES SUPERMARCHÉS

	 TRANSPARENCE ET REDEVABILITÉ	 TRAVAILLEURS	 PAYSANS	 FEMMES
	4%	10%	4%	0%
	13%	13%	4%	0%
	0%	0%	4%	0%
	0%	0%	4%	0%
	4%	21%	0%	0%
	0%	0%	4%	0%
	0%	0%	0%	0%
	0%	0%	0%	0%
	8%	2%	8%	0%
	4%	17%	0%	0%
	17%	17%	4%	5%
	0%	0%	4%	0%
	8%	38%	17%	10%
	29%	42%	15%	5%
	0%	25%	17%	29%
	0%	4%	4%	0%



CES SCORES REPOSENT SUR LES POLITIQUES ET ACTIONS RENDUES PUBLIQUES PAR LES SUPERMARCHÉS EN CE QUI CONCERNE LEURS CHÂÎNES D'APPROVISIONNEMENT ALIMENTAIRE.

LES RÉVÉLATIONS DE VIOLATIONS DES DROITS HUMAINS DANS LES CHÂÎNES D'APPROVISIONNEMENT DES ENTREPRISES SONT CONSULTABLES ICI : WWW.BUSINESS-HUMANRIGHTS.ORG/BARCODES

ÉCHELLE
DES SCORES



FAIBLE

ÉLEVÉ

Justification commerciale de la nécessité d'agir

L'actuel modèle de la chaîne d'approvisionnement est profondément enraciné et il ne sera pas facile à réformer. Mais en plus de l'obligation éthique incontestable que la grande distribution lutte contre les pratiques d'exploitation abusive qui existent aujourd'hui, les faits présentés dans ce rapport justifient de manière convaincante la nécessité d'agir.

GRAPHIQUE 16 : LA JUSTIFICATION COMMERCIALE AU RENFORCEMENT DE LA VIABILITÉ DES CHAÎNES D'APPROVISIONNEMENT ALIMENTAIRE REPOSE SUR LA CAPACITÉ À SAISIR LES OPPORTUNITÉS QUI SE PRÉSENTENT ET À REMÉDIER AUX RISQUES D'INACTION



Source : Université de Manchester. (3 octobre 2017). Expert Comment: Questions need asking of the whole food system. Extrait de : <http://www.manchester.ac.uk/discover/news/whole-food-system/>

Une membre de la coopérative de Tuzamurane ramasse un ananas dans sa ferme au Rwanda. Elle utilise le revenu issu de cette culture pour soutenir sa famille.
Photo : Aurélie Marrier d'Unienville



RECOMMANDATIONS

Les inégalités croissantes et l'exploitation de femmes et d'hommes sont une réalité omniprésente des chaînes d'approvisionnement de la grande distribution. Il n'existe pas de solution miracle. Ce n'est que par des efforts soutenus de rééquilibrage du pouvoir au sein des chaînes d'approvisionnement alimentaire, avec des actions de la part des pouvoirs publics, des paysans et des travailleurs, ainsi que de la part des supermarchés et d'autres acteurs de la grande distribution, qu'il sera possible de transformer la vie de millions de personnes.

Oxfam s'associe à des citoyens du monde entier pour appeler à mettre fin à la souffrance humaine dans les chaînes d'approvisionnement de la grande distribution. Le rapport principal contient l'ensemble de nos recommandations détaillées.

Notre but est de faire en sorte que dans les années à venir :

- les consommateurs trouvent inacceptable la vente de produits alimentaires qui sont le fruit de souffrances humaines et exigent des changements ;
- les États rétablissent et observent des moyens de protection vitale pour les paysans et les travailleurs et mettent un frein aux abus de pouvoir des grandes surfaces et de leurs fournisseurs ;
- les paysans et les travailleurs soient mieux organisés à négocier des conditions plus équitables avec leurs acheteurs ou leur employeur, et que les femmes parmi eux aient une place solidement établie à la table des négociations et que leurs droits soient respectés ;
- les grandes surfaces et leurs fournisseurs transforment leurs modèles de fonctionnement à la base, en vue de partager davantage leur pouvoir avec les producteurs et productrices auprès desquels ils s'approvisionnent et de leur verser davantage de revenus.

Oxfam a la ferme conviction que de notre vivant, plus personne ne sera contraint de vivre dans la pauvreté extrême. De meilleures conditions de travail pour les producteurs et productrices de notre alimentation veilleront à ce que ce jour arrive plus tôt.

NOTES

Sauf indication contraire, tous les liens ont été consultés pour la dernière fois en mai 2018.

- 1 Calculs d'Oxfam ; pour des précisions, veuillez consulter la note sur la méthodologie à l'annexe 1. R. Willoughby et T. Gore. (2018). Derrière le code-barre : méthodologie. Nairobi : Oxfam. Extrait de : <http://policy-practice.oxfam.org.uk/publications/ripe-for-change-ending-human-suffering-in-supermarket-supply-chains-620418>
- 2 Déclaration des ministres du Travail et de l'Emploi du G20. (19 mai 2017). Towards an Inclusive Future: Shaping the World of Work (Vers un avenir inclusif : Façonner le monde de travail). Extrait de : http://www.bmas.de/SharedDocs/Downloads/DE/PDF-Pressemitteilungen/2017/g20-ministerial-declaration.pdf?__blob=publicationFile&v=2
- 3 D. Alejo Vázquez Pimentel, I. Macías Aymar et M. Lawson. (2018). Partager la richesse avec celles et ceux qui la créent : Pour mettre un terme à la crise des inégalités ; il est indispensable de construire une économie autour des citoyen-ne-s ordinaires, et non des riches et des puissante-s. Nairobi : Oxfam. DOI: 10.21201/2017.1350 Extrait de : <https://policy-practice.oxfam.org.uk/publications/reward-work-not-wealth-to-end-the-inequality-crisis-we-must-build-an-economy-for-620396>
- 4 Il est à noter que dans le cadre de ce rapport, les termes « grande distribution » et « supermarché » font référence aux établissements commercialisant une diversité de produits alimentaires et ménagers en libre-service et organisés en rayons. Nous utilisons également le terme « supermarché » pour désigner les plus grands magasins tels que les « hypermarchés » spécialisés dans l'alimentation et autres produits de consommation ainsi que les « magasins discount » qui sont eux spécialisés dans le segment à bas prix du marché de la distribution alimentaire.
- 5 D'après la Convention sur le travail forcé de l'OIT de 1930 (n° 29), le travail forcé ou obligatoire est défini comme « tout travail ou service exigé d'un individu sous la menace d'une peine quelconque et pour lequel ledit individu ne s'est pas offert de plein gré ». Comme le souligne l'OIT « cela renvoie à des situations dans lesquelles des personnes sont contraintes à travailler par le recours à la violence ou l'intimidation, ou par des moyens plus subtils tels que la manipulation de dettes, la rétention de papiers d'identité ou la menace de dénonciation aux autorités migratoires. » Voir : <http://www.ilo.org/global/topics/forced-labour/definition/lang--fr/index.htm>
- 6 Dans ce rapport, le terme « risque de la faim » est utilisé comme synonyme d'insécurité alimentaire modérée ou grave. Voir la note 39 pour une définition de l'insécurité alimentaire.
- 7 À noter que le fondement juridique des obligations internationales relatives aux droits humains et du travail est énoncé dans la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948, le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels de 1966 et le Pacte international relatif aux droits civils et politiques de 1966. D'autres normes internationales du travail pertinentes sont énoncées dans les huit Conventions fondamentales de l'Organisation internationale du Travail, qui peuvent être consultées ici : <http://www.ilo.org/global/standards/Introduction-to-International-Labour-Standards/conventions-and-Recommendations/lang--fr/index.htm>
- 8 La nouvelle campagne d'Oxfam s'appelle « La face cachée des prix » dans certains pays, et « Derrière le code-barre » dans d'autres.
- 9 D. Hardoon. (2016). « Une économie au service des 99 % : Il est temps de construire une économie humaine qui profite à tous, non pas à une poignée de privilégiés. Oxford: Oxfam. Extrait de : <https://www.oxfam.org/fr/rapports/une-economie-au-service-des-99>
- 10 Voir Graphique 22 dans le rapport principal.
- 11 D'après les dépenses consacrées aux courses alimentaires dans les 12 semaines se terminant au 30 décembre 2017. M. Watkins. (9 janvier 2018). UK: Christmas grocery spend up £500m over "golden quarter". Extrait de : <http://www.nielsen.com/ie/en/insights/news/2018/christmas-grocery-spend-up-euro-500m.print.html>
- 12 Distrifood. (2018). Marktaandelen 2007-2017 Nielsen. Extrait de : <http://www.distrifood.nl/service/marktaandelen>
- 13 D. Vaughan-Whitehead et L.P Caro. (2017). *Purchasing Practices and Working Conditions in Global Supply Chains: Global Survey Results*. Extrait de http://www.ilo.org/travail/info/fs/WCMS_556336/lang--en/index.htm. Voir l'Appendice 1 du rapport principal pour obtenir la liste complète des pratiques commerciales déloyales et des références.
- 14 D. Vaughan-Whitehead et L.P Caro. (2017). *Purchasing Practices and Working Conditions in Global Supply Chains: Global Survey Results*. Op. cit.

G. Ellison. (2017). Grocery Code Adjudicator: Annual Survey Results. Londres : YouGov. Extrait de : https://www.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/623564/GCA_Annual_Sector_Survey_Results.pdf

Parlement européen. (2016). Rapport sur les pratiques commerciales déloyales dans la chaîne d'approvisionnement alimentaire. Commission du marché intérieur et de la protection des consommateurs. Bruxelles : Parlement européen. Extrait de : <http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?pubRef=-//EP//TEXT+REPORT+A8-2016-0173+0+DOC+XML+V0//FR>

Voir l'Appendice 1 pour obtenir la liste complète des pratiques commerciales déloyales et des références.
- 15 D'une valeur nette de 130 milliards de dollars. Voir Forbes : <https://www.forbes.com/profile/walton-1/>
- 16 Données de la Banque mondiale, Data Bank, site consulté en décembre 2017. Disponible sur : <http://databank.worldbank.org/data/home.aspx>.

Les chiffres font apparaître un revenu national brut pour le Nigeria de 396 373 000 000, basé sur le cours du dollar USD en vigueur en 2016. Les chiffres font apparaître un revenu national brut pour la Norvège 390 635 000 000, basé sur le cours du dollar USD en vigueur en 2016.
- 17 Calculs d'Oxfam ; pour des précisions, veuillez consulter la note sur la méthodologie à l'annexe 1. R. Willoughby et T. Gore. (2018). Derrière le code-barre : méthodologie. Op. cit.
- 18 Ibid.

- 19 De 2006 à 2016. Ibid.
- 20 Un « travailleur » est une personne en âge de travailler qui, au cours d'une période donnée, se trouvait soit dans un emploi rémunéré, soit dans un emploi à son compte. À ces fins, un « travailleur » occupe ou occupait un poste défini comme « emploi rémunéré », où le titulaire détient un contrat de travail explicite (écrit ou oral) ou implicite qui lui apporte une rémunération de base. Cette définition inclut par conséquent les travailleurs sous contrat formel et ceux sous contrat informel. Voir : Organisation internationale du travail, Emploi par statut. Extrait de : http://www.ilo.org/ilostat-files/Documents/description_STE_EN.pdf
- Un paysan est un paysan, pasteur, sylviculteur ou pêcheur qui gère des domaines d'une superficie comprise entre moins d'un hectare jusqu'à 10 ha. Voir : Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (2012). *Enduring Farms: Climate Change, Smallholders and Traditional Farming Communities*. Rome : FAO. Extrait de : http://www.fao.org/fileadmin/templates/nr/sustainability_pathways/docs/Factsheet_SMALLHOLDERS.pdf
- 21 J. Kydd et A. Dorward. (2001). The Washington consensus on poor country agriculture: Analysis, prescription and institutional gaps. *Development Policy Review*, 19(4), 467-478. Extrait de : http://economia.unipv.it/pagp/pagine_personali/msassi/readinglist/wcagr.pdf
- 22 O. de Schutter. (2011). The World Trade Organization and the Post-Crisis Agenda. Rapport du Rapporteur spécial sur le droit à l'alimentation. Extrait de : https://www.wto.org/english/news_e/news11_e/deschutter_2011_e.pdf
- 23 L'OIT constate un déclin depuis longtemps des taux de syndicalisation dans de nombreux pays. Voir OIT (2015), Trends in Collective Bargaining Coverage: Stability, erosion or decline? Extrait de : http://www.ilo.org/global/topics/collective-bargaining-labour-relations/publications/WCMS_409422/lang--en/index.htm. La syndicalisation des travailleurs est particulièrement faible au sein des chaînes d'approvisionnement alimentaire. Dans une enquête mondiale portant sur près de 1 500 entreprises de la grande distribution à l'échelle mondiale, moins d'un quart des fournisseurs de produits alimentaires relevaient la présence de syndicats. Voir D. Vaughan-Whitehead et L.P. Caro (2017). *Purchasing Practices and Working Conditions in Global Supply Chains: Global Survey Results*. Genève : Organisation internationale du Travail. Extrait de : http://www.ilo.org/global/topics/collective-bargaining-labour-relations/publications/WCMS_537892/lang--fr/index.htm
- 24 Voir les campagnes pour le salaire minimum vital régional de la Confédération syndicale internationale : <https://www.ituc-csi.org/wagescampaign>
- 25 À son origine, le concept du salaire minimum vital est qu'un travailleur et sa famille soient en mesure de bénéficier d'un niveau de vie de base mais décent, qui est considéré comme acceptable par la société à son niveau actuel de développement économique. Selon cette définition, un travailleur et sa famille sont censés pouvoir vivre au-dessus du seuil de pauvreté et participer à la vie sociale et culturelle. Pour en savoir plus sur ce concept et les outils de mesure utilisés, voir R. Anker et M. Anker (2017). *Living Wages Around the World*. Cheltenham : EE Elgar. Disponible sur : <http://www.e-elgar.com/shop/living-wages-around-the-world> [paywall].
- 26 D. Vaughan-Whitehead et L.P. Caro. (2017). *Purchasing Practices and Working Conditions in Global Supply Chains*. Op. cit.
- 27 HCR et ONU FEMMES. (2013). *Realizing Women's Right to Land and Other Productive Resources*. Extrait de : <http://www.ohchr.org/Documents/Publications/RealizingWomensRightstoLand.pdf>
- 28 CES. (2003). Les femmes dans les syndicats : Une nouvelle donne. Extrait de : <https://www.etuc.org/en/publication/women-trade-unions-making-difference-0>
- 29 D. Chopra. (2014). Towards Gender Equality with Care-sensitive Social Protection. Extrait de : <http://www.ids.ac.uk/publication/towards-gender-equality-with-care-sensitive-social-protection>
- 30 L'OIT a constaté que souvent, pour obtenir un emploi ou une promotion, les travailleuses sont censées, en contrepartie, fournir des services sexuels ou subir des situations de harcèlement. Voir Organisation internationale du Travail (2017). *Mettre fin à la violence et au harcèlement contre les femmes et les hommes dans le monde du travail*. Genève : OIT. Extrait de : http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/-ed_norm/-relconf/documents/meetingdocument/wcms_553578.pdf
- 31 S. Barrientos. (2001). Gender, Flexibility and Global Value Chains. *IDS Bulletin*, 32 (3), 83-93. Extrait de : <https://OpenDocs.IDS.AC.uk/OpenDocs/handle/123456789/8749>
- 32 D. Dalabajan. (2018). Land But No Freedom: Debt, poverty and exploitation in the Philippine banana trade. Manille : Oxfam aux Philippines. Extrait de : <http://policy-practice.oxfam.org.uk/publications/land-but-no-freedom-debt-poverty-and-suffering-in-the-philippine-banana-trade-620421>
- 33 L. Griek, J. Penikett et E. Hougee. (2010). Bitter Harvest: Child Labour in the Cocoa Supply Chain. *Sustainalytics*. Extrait de : <http://www.cocoainitiative.org/wp-content/uploads/2017/09/Bitter-Harvest-Child-Labour-in-the-Cocoa-Supply-Chain.pdf>
- 34 Man-Kwun Chan (2012). *Making Agricultural Value Chain Programmes Work for Workers: A Practical Guide for Development Donors and Practitioners*. WIEGO. Extrait de : http://www.wiego.org/sites/default/files/publications/files/Chan_WIEGO_TB4.pdf
- 35 S. Barrientos. (2001). Gender, Flexibility and Global Value Chains. *IDS Bulletin*, 32 (3), 83-93. Extrait de : <https://OpenDocs.IDS.AC.uk/OpenDocs/handle/123456789/8749>
- 36 Banque mondiale, FAO et FIDA. (2009). *Gender in Agriculture Sourcebook*. Washington DC : Banque mondiale. Extrait de : <http://SiteResources.worldbank.org/INTGENAGRLIVS0UB00K/Resources/CompleteBook.pdf>
- 37 Organisation internationale du Travail. (2017). *Estimations mondiales de l'esclavage moderne, du travail forcé et du mariage forcé*. Genève : Organisation internationale du Travail. Extrait de : http://www.ilo.org/Global/Publications/Books/WCMS_575479/lang--en/index.htm
- 38 L'insécurité alimentaire existe lorsqu'un ou plusieurs individus manquent d'accès à des quantités suffisantes de nourriture sûre et nutritive pour assurer leur croissance et leur développement normaux, ainsi qu'une vie active et en bonne santé. L'insécurité alimentaire peut être due à l'indisponibilité d'aliments, à un pouvoir d'achat insuffisant, à une distribution inadaptée ou à une utilisation inadéquate des denrées alimentaires au niveau des ménages. L'insécurité alimentaire, les mauvaises conditions de santé et d'hygiène et les mauvaises habitudes en matière de soins et d'alimentation sont les principaux facteurs conduisant à un cadre nutritionnel médiocre. FAO, FIDA, UNICEF, PAM et OMS. (2017). *L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2017 : Renforcer la résilience pour favoriser la paix et la sécurité alimentaire*. Rome : FAO. Extrait de : <http://www.fao.org/3/a-l7695f.pdf>
- Pour en savoir plus sur la mesure par Oxfam de l'insécurité alimentaire, voir la note méthodologique à l'annexe 1. R. Willoughby et T. Gore. (2018). *Ripe for Change: Methodology note*. Op. cit.

- 39 F. Humbert. (2018). The Plight of Pineapple and Banana Workers in Retail Supply Chains. Berlin : Oxfam Allemagne. Extrait de <http://policy-practice.oxfam.org.uk/publications/the-plight-of-pineapple-and-banana-workers-in-retail-supply-chains-continuing-e-620420>
- 40 R. Willoughby et T. Gore. (2018). Ripe for Change: Methodology note. Nairobi : Oxfam. Extrait de : <http://policy-practice.oxfam.org.uk/publications/ripe-for-change-ending-human-suffering-in-supermarket-supply-chains-620418>
- 41 Données sur les exportations de bananes aux Philippines : COMTRADE. (2016). Données pour les bananes, y compris plantains, fraîches et séchées. <https://comtrade.un.org/data>
Données sur les exportations de riz pakistanais : COMTRADE. (2016). Données sur les exportations de riz. <https://comtrade.un.org/data>
Données sur les exportations de crevettes congelées thaïlandaises : COMTRADE. (2016). Données pour les crustacés, les crevettes congelées, sauf les espèces en eau froide (code 030617). <https://comtrade.un.org/data>
Données sur les exportations de raisin sud-africain : COMTRADE. (2016). Données sur les exportations de raisin frais et sec. <https://comtrade.un.org/data>
Données sur les exportations de tomates préparées italiennes : COMTRADE. (2016). Données pour les tomates préparées et en conserve. <https://comtrade.un.org/data>
Les données d'exportation pour l'Italie ne représentent pas un échantillon de l'ensemble des fruits et légumes en provenance d'Italie. Au lieu de cela, les données ont été sélectionnées pour les tomates italiennes préparées à titre d'exemple indicatif d'un produit d'exportation de grande valeur en provenance du pays.
- 42 Site BASIC : <https://lebasic.com/>
- 43 C. Alliot et al. (À venir). Distribution of Value and Power in Food Value Chains. Recherche commandée par Oxfam et entreprise par BASIC.
- 44 Le revenu vital se définit comme le revenu net qu'un ménage doit gagner pour permettre à tous ses membres de jouir d'un niveau de vie décent. ISEAL Alliance, Living Income, accessible ici : <https://www.living-income.com/the-concept>
- 45 Calculs d'Oxfam ; pour des précisions, veuillez consulter la note sur la méthodologie à l'annexe 1. R. Willoughby et T. Gore. (2018). Derrière le code-barre : méthodologie. Op. cit. Basés sur les salaires moyens des directeurs exécutifs des supermarchés américains Walmart, Costco et Kroger.
- 46 Ibid. Basé sur le salaire de 2016 pour le directeur général de Tesco, qui était le directeur de supermarché britannique le mieux payé en 2016.
- 47 Ibid.
- 48 USAID-KAVES. (2015). Fresh Green Bean Value Chain Analysis. Washington DC : USAID. Extrait de : http://pdf.usaid.gov/pdf_docs/PA00M2T2.pdf
- 49 C. Alliot et al. (À venir). Distribution of Value and Power in Food Value Chains. Op. cit.
- 50 A. Abdulsamad et G. Gereffi. (À paraître en 2018). Measurement in a World of Globalized Production. Durham, NC: Duke Center on Globalization, Governance and Competitiveness. Rapport de recherche entrepris pour Oxfam Amérique.
- 51 C. Alliot et al. (À venir). Distribution of Value and Power in Food Value Chains. Op. cit. L'ensemble des données pour l'étude sont disponibles ici : <http://policy-practice.oxfam.org.uk/publications/ripe-for-change-methodology-and-datasets-620478>
- 52 OIT. (2017). Emploi et questions sociales dans le monde : Tendances 2017. Genève : OIT. Extrait de : http://www.ilo.org/global/about-the-ilo/newsroom/news/WCMS_541145/lang-fr/index.htm
- 53 Comme l'a indiqué CNBC : E. Cheng. (24 août 2017). Amazon's new Whole Foods discounts wipe out nearly \$12 billion in market value from grocery sellers. Extrait de : <https://www.CNBC.com/2017/08/24/Amazons-New-Whole-Foods-discounts-Wipe-Out-10-billion-in-Market-value-from-Grocery-sellers.html>
- 54 Voir la Section 3 du rapport principal pour en savoir plus.
- 55 C. Alliot et al. (À venir). Distribution of Value and Power in Food Value Chains. Op. cit.
- 56 Voir le Tableau 3 dans le rapport principal.
- 57 Le ratio entre le salaire minimum du pays et le PIB mensuel par habitant est un indicateur utilisé dans l'indice de l'Engagement à la réduction des inégalités d'Oxfam. Voir M. Lawson et M. Martin. (2017). L'Indice de l'engagement à la réduction des inégalités : Nouveau classement mondial des États selon leurs actions concrètes pour s'attaquer à l'écart entre riches et pauvres. Oxfam et Development Finance International. Extrait de : <https://policy-practice.oxfam.org.uk/publications/the-commitment-to-reducing-inequality-index-a-new-global-ranking-of-governments-620316>
- 58 F. Humbert. (2018). The Plight of Pineapple and Banana Workers in Retail Supply Chains. Op. cit.
- 59 C. Alliot et al. (À venir). Distribution of Value and Power in Food Value Chains. Op. cit.
- 60 B. Pennell. (2018). La coopérative d'ananas de Tuzamurane au Rwanda : Donner aux paysans et paysannes les moyens de récolter les fruits du marché mondial. Nairobi: Oxfam. Extrait de : <http://policy-practice.oxfam.org.uk/publications/tuzamurane-pineapple-cooperative-rwanda-empowering-small-scale-farmers-to-benef-620422>
- 61 Commission européenne. (12 avril 2018). Proposition de Directive relative aux pratiques commerciales déloyales dans les relations interentreprises au sein de la chaîne d'approvisionnement alimentaire. Extrait de : https://ec.europa.eu/info/publications/key-documents-unfair-trading-practices_en
- 62 O. de Schutter. (2010). Lutter contre la Concentration dans les Chaînes d'Approvisionnement Alimentaire : Le rôle du droit de la concurrence pour contrer l'abus de pouvoir des acheteurs. Extrait de : http://www.ohchr.org/documents/issues/Food/BN3_SRRTF_Competition_FRENCH.pdf
- 63 Par exemple, la loi britannique de 2015 relative à l'esclavage moderne (« Modern Slavery Act »), la loi de Californie de 2012 sur la transparence des chaînes d'approvisionnement (« California Transparency in Supply Chains Act ») et la loi française de 2017 sur le devoir de vigilance. Voir la section 4 pour en savoir plus.
- 64 Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme (HCR). Groupe de travail intergouvernemental à composition non limitée sur les sociétés transnationales et autres entreprises et les droits de l'homme. Extrait de : <http://www.ohchr.org/EN/HRBodies/HRC/WGTransCorp/Pages/IGWG0nTNC.aspx>



OXFAM